

POLYARCHIE/PANARCHIE

UN MANIFESTE



Polyarchie / Panarchie

World Wide Wisdom

Oxford, Saint-Imier, La Coruña, Milano - 2022

ISBN 978-1-905668-12-0 (e-book)

ISBN 978-1-905668-13-7 (print book)

Creative Commons (CC)

Polyarchie - Panarchie - État - Étatisme - Capitalisme - Socialisme -
Futur - Communautés Volontaires

Sites Web:

www.polyarchy.org

www.wwwisdom.net

Pour infos, commentaires, corrections :

e-mail: info@wwwisdom.net

INDEX

<i>Introduction</i>	vii
---------------------	-----

PARTIE I

Passé/Passé

1. Préliminaires historiques	3
2. L'état	5
3. Le mercantilisme	7
4. Le déclin du mercantilisme	9
5. La physocratie	11
6. La liberté <i>(libéralisme/individualisme)</i>	13
7. L'industrie	15
8. Le capitalisme <i>(origines et développement)</i>	17
9. Le capitalisme <i>(environnement et attitudes)</i>	19
10. Anarchie et socialisme	21
11. L'apogée du capitalisme et de l'anarchie / socialisme	23
12. L'état dans les coulisses	25
13. L'état rentre en scène	27
14. Nationalisme	29
15. Bureaucratisme	31
16. Monopolisme	33

PARTIE II

Passé/Présent

17. L'état prend le contrôle	39
18. Impérialisme	41
19. Militarisme	44
20. La fin du capitalisme	46
21. La fin du socialisme	49
22. La disparition définitive	51
23. Du capitalisme / socialisme à l'étatisme	54
24. Étatisme <i>(origine et typologie)</i>	56
25. Socialisme / communisme	59

26. Fascisme / nazisme	61
27. Dirigisme / assistantialisme	64
28. L'étatisme comme système mondial (XX siècle)	67
29. L'étatisme: les piliers de base (bellicisme-assistantialisme)	69
30. L'étatisme : le système culturel	72
31. L'étatisme : le système économique	74
32. L'étatisme : le système politique	77
33. L'étatisme : aspects positifs	79
34. L'étatisme : aspects négatifs	81

PARTIE III

Présent/Futur

35. La crise de l'étatisme	87
36. La crise morale	88
37. La crise matérielle	90
38. La crise politique	92
39. La nouvelle réalité	94
40. Les nouvelles semences	96
41. Le nouveau paradigme	98
42. Les nouvelles conditions requises	100
43. Le nouveau scénario	102
44. La Polyarchie	104
45. Principes	107
46. Protagonistes	109
47. Processus	111
48. Considérations finales	113

INTRODUCTION

Une peste a éclaté et s'est répandue partout dans le monde durant le XX siècle.

Elle s'est insinuée dans les esprits et s'est emparée des corps, elle a influencé les attitudes et orienté les actions, elle a dominé la vie et signé la mort d'individus et de communautés.

Le nom de cette peste est **étatisme**.

De Londres à Washington, de Paris à Berlin, de Moscou à Pékin, de Madrid à Buenos Aires, l'étatisme a surgi et opéré sous diverses formes et sous divers aspects et dénominations.

Le moment est venu d'analyser la nature de cette peste et les maladies et les malaises qu'elle a provoqués.

Le moment est venu de démasquer les couvertures idéologiques perpétrées et acceptées durant le XX siècle et de proposer un nouveau schéma interprétatif capable de fournir une explication à une série de phénomènes qui autrement seraient inexplicables.

Pour ce faire nous devons, avant tout, repérer les origines et rendre compte de la croissance de cette peste.

PARTIE I

PASSÉ / PASSÉ

PRÉLIMINAIRES HISTORIQUES

L'histoire sociale de l'humanité est, en grande partie, le récit du pouvoir et des conflits générés par l'état, dans les différentes sphères de la vie, entre groupes parasites et groupes productifs.

Le pouvoir peut être vu comme l'imposition de restrictions de la part d'une personne ou d'un groupe par rapport à la liberté de pensée, de parole et d'action d'un individu.

A partir de l'an 1000, le développement du commerce et la renaissance urbaine contribuèrent au dépassement du système fermé de l'économie féodale.

Le nouveau pouvoir des villes et des corporations se répandit au-delà des murs citadins et ouvrit de nouveaux espaces de liberté pour les serfs et les paysans.

La ville devint pôle d'attraction et port d'accueil d'un nouveau groupe d'individus qui exerçaient différents arts et métiers, qui produisaient pour le marché local et commerçaient avec des lieux voisins et éloignés. Si le terme de « bourgeoisie » a un sens historique, c'est justement en référence à ces groupes d'artisans et de commerçants qui vécurent et prospérèrent dans les centres urbains d'Europe (burgs, bourgs, borghi) durant le XIII et XIV siècle.

Ces bourgeois furent ceux qui, non seulement donnèrent l'impulsion à la production et au commerce à grande échelle, en dehors des liens féodaux, mais promurent également de nouvelles valeurs de parcimonie et de confiance et activèrent de nouvelles pratiques comptables (*la partie double*), de nouveaux modes de paiement (*la lettre de change*) et de nouvelles formes de récolte et d'emploi de l'épargne (*la commende*), qui conduisirent à un développement ultérieur de la production et du commerce.

Vers la fin du XIV siècle, ces individus et groupes extrêmement dynamiques étaient devenus non seulement riches et puissants mais aussi jaloux de leur position de richesse et de pouvoir. Ce fut à ce moment que les corporations citadines commencèrent à introduire des dispositions restrictives contre les habitants des campagnes (la populations rurale) et contre les autres villes (les étrangers).

Ces dispositions visaient à sauvegarder le monopole des corporations dans la production et le commerce à l'intérieur d'un territoire déterminé.

Pour atteindre ce but, les corporations, un temps orgueilleuses de leur autonomie, arrivèrent même à invoquer des décrets royaux qui leur accordaient certains privilèges, troquant ainsi la liberté contre la sécurité.

Il fallut plusieurs siècles pour que ce troc produise inévitablement ses fruits empoisonnés. Parallèlement à la suppression des autonomies communales, un nouveau pouvoir se préparait à assumer le contrôle: l'état.

L'ÉTAT

Contrairement à ce que beaucoup croient, l'état (et surtout l'état national) n'est pas une forme d'organisation politique qui existe depuis fort longtemps.

Tout d'abord, les sociétés, c.-à-d. des groupes organisés d'êtres humains, existaient bien avant l'avènement de l'état et sans sentir le besoin de l'état.

En second lieu, dans le courant de l'histoire, la principale forme d'organisation politique fut représentée non par l'état national mais par d'autres grandes entités comme l'empire macédonien, l'empire romain, l'église catholique, le saint empire romain ou par des entités petites comme la *polis* grecque, le fief médiéval, la commune de la renaissance.

L'affirmation de l'état comme pouvoir centralisateur remonte au XVI^e siècle et dérive de la présence de deux facteurs de faiblesse qui apparaissent en même temps dans le cours de l'histoire :

- universalisme : les pouvoirs universels comme la papauté ou l'empire deviennent progressivement toujours plus faibles, culturellement et politiquement.

- particularisme : les pouvoirs locaux comme les communes et les corporations deviennent toujours plus réactionnaires, confiant à des pouvoirs plus forts leurs propres autonomies, en échange de la protection de leurs pratiques monopolistiques dans la production et dans le commerce.

Les éléments de nouveauté introduits par l'état par rapport à la période féodale/communale concernent :

- la monopolisation du pouvoir sur un territoire plus vaste
- la centralisation des décisions et de l'élaborations des lois avec la suppression d'us et normes des communautés locales.

A partir du XVI siècle le pouvoir de l'état n'a cessé de croître et un cadre théorique a été élaboré sur la manière dont il devait se comporter dans la gestion de ses affaires politiques et économiques.

Ce cadre théorique est connu sous le nom de mercantilisme.

LE MERCANTILISME

Le mercantilisme a été l'idéologie économique des états nationaux dans leur première phase de croissance.

Celle-ci était caractérisée par trois aspects principaux :

- *interventisme*. L'état promouvait directement le développement de monopoles et d'oligopoles hautement réglementés ou le favorisait. En générale, la production et le commerce (spécialement le commerce extérieur) étaient sous le contrôle de l'état ;

- *fiscalisme*. La faveur donnée aux monopoles dérivait, pas en dernier lieu, du fait que ceux-ci étaient plus facilement contrôlables sous l'aspect fiscal. Les concessions de privilèges monopolistiques, aux corporations et aux marchands, avaient eux aussi comme principal objectif d'assurer une source de bénéfice fiscal pour l'état.

- *hégémonisme*. La production et le commerce visaient à une augmentation de la quantité de métaux précieux (or, argent) accaparés par l'état car considérés comme l'indice de son grade de puissance et de richesse par rapport aux autres états.

A partir du XVI jusqu'à la moitié du XVIII siècle, les principes du mercantilisme représentèrent l'idéologie et la pratique dominante du

pouvoir. Il s'agissait d'un féodalisme à niveau plus large, avec la même structure pyramidale mais avec deux différences remarquables. La première consistait dans le fait que les communes et les corporations avaient pris la place de la féodalité dans la domination de la paysannerie. La seconde différence était que, au sommet de la pyramide il y avait un pouvoir central, l'état, qui réglait et contrôlait (ou mieux tentait de contrôler) chacun et chaque chose.

Cet aspect de réglementation et de contrôle (interventisme) apparaît dans les nombreuses et minutieuses dispositions concernant l'apprentissage, la main d'œuvre, la manufacture, le commerce.

L'interventisme avait comme objectif à court terme celui de recueillir les ressources (fiscalisme) pour le fonctionnement de la machine étatique et à long terme celui de soutenir et renforcer le pouvoir et la prédominance (hégémonisme) des intérêts de l'état à l'intérieur et à l'extérieur.

LE DÉCLIN DU MERCANTILISME

L'idéologie mercantiliste trouva une pleine et rigide application en France, plus souple dans les Pays Bas et en Angleterre.

Ce relâchement du contrôle étatique permit à ces deux dernières régions de commencer un processus de développement économique et social qui allait les conduire à une position d'importance croissante.

Cependant, la France, où la pratique du mercantilisme était plus assujettissante et accablante, allait perdre sa position de prééminence et allait rester à la traîne pendant les siècles à venir.

En effet, le mercantilisme peut être vu comme une version ajournée et corrigée du féodalisme, basée sur l'alliance entre les corporations citadines monopolistiques et un état centralisateur.

Toutes les interventions étatiques dans la sphère économique, par le biais d'investissements financiers ou la concession de privilèges monopolistiques, eurent l'effet d'entraver et de freiner au lieu de stimuler et de renforcer l'industrie et le commerce.

Et ce ne fut certainement pas par hasard que de nouvelles conceptions idéologiques, qui suggéraient et recommandaient un cours nouveau

dans la politique économique, apparurent tout d'abord en France, où les interventions restrictives de l'état étaient les plus oppressifs.

Cette nouvelle école de pensée fut nommée physiocratie.

LA PHYSIOCRATIE

Le mouvement physiocratique (XVIII siècle) fut une réaction contre l'importance attribuée par l'état à la manufacture et au commerce d'exportation par rapport à l'agriculture. Elle représenta, en même temps, la conviction de l'existence de lois économiques naturelles en contraste et en opposition aux réglementations étatiques.

Cette conviction s'exprima dans la formule "*laissez faire, laissez passer*", un cri et une exhortation contre les innombrables interférences de l'état dans des activités qui auraient trouvé un plein épanouissement si on les avait laissées libres de se développer de façon autonome.

Le rôle des physiocrates fut celui de produire des instruments théoriques sur lesquels baser la conviction que le progrès économique aurait pu se réaliser seulement au travers d'une réduction du rôle de l'état.

Mais ils n'eurent pas d'écoute ni de suivi pratique en France, leur pays d'origine.

En effet, l'ancien régime, la révolution française et l'empire napoléonien - écartant les déclarations pompeuses et retentissantes de la liberté et de l'émancipation des peuples - exprimèrent tous la réalité d'un état toujours plus puissant, prêt à contrôler et à monopoliser tout au béné-

face de sa propre grandeur, même au prix de bloquer le développement économique et social.

La France qui avait déjà pris du retard justement à cause des entraves mercantilistes, à partir de ce moment, allait jouer un rôle clairement subordonné par rapport à d'autres pays bien plus libres et dynamiques.

Parmi ceux-ci, l'Angleterre s'apprêtait à devenir l'un des plus libres et dynamiques.

LA LIBERTÉ

(LIBÉRALISME/INDIVIDUALISME)

Au cours de son histoire et jusqu'au XVI^e siècle, l'Angleterre a été une région arriérée au point de vue économique et technologique par rapport à la majeure partie des pays européens.

Elle ne possédait ni les richesses de l'Espagne qui dérivait de l'or et de l'argent provenant de l'Amérique du Sud, ni la magnificence et le raffinement de la France. Le pays présentait une maigre population et une faible productivité. Nonobstant cela, il commença à développer quelque chose qui allait compter énormément à long terme : la tolérance et la liberté.

- La *tolérance* rendit possible, par exemple, d'accueillir des populations qui avaient été persécutées et expulsées d'autres pays, comme les Huguenots. Ces nouvelles ressources humaines contribuèrent au développement de nouveaux secteurs de production.

- La *liberté* permit un grand ferment et l'expérimentation d'idées qui engendrèrent l'invention, l'adoption et la diffusion de nouveaux instruments mécaniques. Prométhée, délivré de ses chaînes, commença à construire un nouveau monde industriel basé sur les machines.

Depuis la moitié du XVIII^e siècle et spécialement après 1780, l'Angleterre développa progressivement et incessamment la production, les inventions mécaniques et sa puissance.

Ce n'est certes pas l'accumulation d'or et d'argent qui constitue la base de la croissance économique, comme une grossière conception de la dynamique économique voudrait nous faire croire, mais l'attitude et la pratique de la tolérance et de la liberté.

Ce fut justement dans ce climat social et à la suite de l'union heureuse entre le libéralisme et l'individualisme que commencèrent les révolutions dans l'agriculture et dans l'industrie qui allaient conduire à une prodigieuse croissance de la production, des moyens de subsistance et à une amélioration générale des conditions de vie.

L'INDUSTRIE

La recette qui engendra la révolution industrielle possède un ingrédient essentiel qui s'appelle : liberté. Au XVIII^e siècle l'Angleterre était devenue un des pays les plus respectueux et pratiquant la liberté, dans le monde. Voilà pourquoi c'est là que commença la révolution industrielle.

Elle a été le produit de la liberté et a produit à son tour un développement ultérieur de la liberté : celle de fabriquer, de commercer, d'inventer.

Ce n'est pas la division du travail (comme dans le fameux exemple de la fabrique d'épingles) qui constitua la base de la révolution industrielle. Une augmentation de la productivité n'aurait pas été suffisante pour commencer et soutenir une transformation aussi radicale. La liberté d'améliorer la productivité, d'appliquer la créativité à la production et au commerce sans que l'invention ne soit bloquée ou que l'inventeur soit importuné ou même pendu ; voilà ce qui a compté et représenté l'élément de nouveauté et de diversité de l'Angleterre de la révolution industrielle, en comparaison avec d'autres pays.

La bourgeoisie comme classe sociale ne fut, certes, pas le moteur de la révolution industrielle.

Si par bourgeoisie nous faisons référence au maître d'une corporation, avec ses pratiques monopolistiques dans la production et dans le commerce, elle agit certainement, pendant une période considérablement longue, comme un frein puissant à chaque progrès économique et technologique. Déjà alors, le temps de la bourgeoisie comme classe sociale révolutionnaire en était à son déclin ; seulement le nom de "bourgeoisie" allait subsister, prêt à être employé à des fins idéologiques, comme titre d'orgueil ou de mépris.

Les protagonistes de l'industrialisation et de la mécanisation furent ceux-là même qui, dans ce climat de liberté, appliquèrent la curiosité et l'imagination à la production et au commerce. Inventeurs et entrepreneurs issus de tous les secteurs productifs de la société; non seulement l'aristocratie terrienne qui introduisit des améliorations dans les méthodes de culture mais aussi le coiffeur Arkwright avec la diffusion de la machine à filer, l'horloger Watt avec l'invention de la machine à vapeur et le décorateur Fulton avec le développement du bateau à vapeur.

Cette période historique a été caractérisée par le rôle dominant joué par le capital fixe (les machines) et c'est pourquoi on s'y réfère comme à l'époque du capitalisme.

LE CAPITALISME

(ORIGINES ET DÉVELOPPEMENT)

Le capitalisme apparut en Angleterre, en Ecosse et aux Pays Bas vers la moitié du XVIII siècle.

Si, par erreur, comme l'avait déjà remarqué Adam Smith, nous identifions le capital à l'argent, alors le capitalisme a existé bien avant la révolution industrielle et son origine remonte à l'introduction de la monnaie.

Mais le capital signifie surtout les machines employées pour la production de biens. Par cette définition, le capitalisme est le système économique de production basé sur l'emploi extensif et croissant des machines (instruments simples ou complexes).

Le capitalisme se caractérise donc par la prédominance du capital (machine mécanique) et par son rôle central par rapport à d'autres facteurs de production (terre, travail).

C'est un fait que dans d'autres pays (par exemple la Chine) on inventa, bien avant que cela ne se passe en Angleterre, des instruments et des outils mécaniques, mais l'absence de liberté due au contrôle despotique de l'état, empêchèrent leur utilisation et leur diffusion.

Pour cette raison, les machines, bien qu'importantes et centrales pour l'existence et le fonctionnement du capitalisme, peuvent jouer leur rôle productif seulement en présence de spécifiques et préalables conditions requises.

Les conditions requises préalables du capitalisme se réfèrent au climat social et aux aptitudes psychologiques promues et développées par des groupes et des individus.

LE CAPITALISME

(ENVIRONNEMENT ET ATTITUDES)

Les caractéristiques principales du capitalisme, du climat social et des attitudes psychologiques dans lesquels celui-ci était immergé, peuvent être qualifiés comme :

- *libéralisme* (politique, économique, culturel)
- *individualisme* (droits naturels, esprit d'initiative)
- économicisme ("industriusité", frugalité, calcul économique).

Le capitalisme a été une période productive hautement dynamique, une époque révolutionnaire de l'histoire économique et sociale pendant laquelle des individus ont continuellement perfectionné les moyens et les modes de production.

Le capitalisme a favorisé le développement d'une idéologie extrêmement simple : chaque individu, pourvoyant à son propre intérêt, allait contribuer à l'intérêt des autres individus et de la communauté dans son ensemble. Pour cette raison, plus ample allait être la liberté individuelle de poursuivre un intérêt propre, plus l'intérêt de tous allait être mieux sauvegardé et promu.

Il s'agit du bouleversement total de la vision de Hobbes "*homo homini lupus*" qui offrait des justifications à l'existence d'un pouvoir absolu.

L'idéologie capitaliste était tellement optimiste et animatrice de progrès qu'elle a fourni un terrain fertile pour la naissance et la diffusion de toute sorte de visions messianiques et utopiques de régénération sociale au centre desquelles était posé l'être humain et non le despote "illuminé".

Les deux plus importantes visions de régénération sociale furent l'anarchie et le socialisme.

ANARCHIE ET SOCIALISME

Anarchie et socialisme ont été deux systèmes théoriques d'organisation sociale résultant de l'analyse du capitalisme et visant à son dépassement. En d'autres termes, la finalité ultime de l'anarchie et du socialisme consistait dans le dépassement du capitalisme vers le développement intégral de l'individu et de la société.

Dans l'image de ces nouvelles conceptions d'organisation sociale, après l'époque sombre du Moyen-âge et l'aube représentée par le capitalisme, se serait levée la lumière d'un avenir radieux sous l'insigne de l'anarchie et du socialisme.

Les principes de base de l'anarchie et du socialisme étaient similaires sous de nombreux aspects. Ils faisaient référence au dépassement de trois contrastes :

- la *division entre états nationaux* grâce à la diffusion du pacifisme et de l'internationalisme ;
- la *division entre travail manuel et travail intellectuel* grâce au plein développement de toutes les forces productives parmi lesquelles, en premier lieu, l'être humain ;

- la *division entre campagne et ville* grâce à la distribution harmonieuse de la population sur le territoire et la disponibilité d'habitations, d'espaces verts et d'équipements sociaux pour tous.

Les aspects de divergence entre les deux conceptions concernaient :

- le poids différent accordé à l'individu (anarchie) ou à la société (socialisme) ;
- le rôle (ou le manque de toute forme de rôle) attribué à l'état dans la période de transition vers la nouvelle organisation des individus en société.

Pendant le XIX siècle, l'antagonisme dynamique et la coopération conflictuelle entre le capitalisme et ses héritiers potentiels (anarchie et socialisme) produisirent comme résultat une amélioration continue dans les conditions de vie générales, au point de générer l'illusion d'être arrivés à une époque de progrès matériel et moral sans fin.

L'APOGÉE DU CAPITALISME ET DE L'ANARCHIE/SOCIALISME

Le capitalisme d'une part et l'anarchie/ socialisme d'autre part, partageaient quelques principes de base tels que :

- *scientisme* (confiance dans la science et la technologie) ;
- *universalisme* (internationalisme et échanges au niveau mondial) ;
- *pacifisme* (antimilitarisme).

En effet, scientisme, universalisme et pacifisme virent leur splendeur maximale pendant la période d'affirmation du capitalisme (première moitié du XIX siècle), quand l'Angleterre, berceau du capitalisme, était trop occupée à inventer, produire et commercer à échelle mondiale pour se faire distraire par des guerres qui auraient dérangé cette activité.

Le rapport dynamique de coopération/ conflit entre le capitalisme et ses contreparties, l'anarchie et le socialisme, produisit comme résultat :

- la destruction des vestiges féodaux et des particularismes mercantilistes et la diffusion de nouvelles normes générales de comportement économique ;

- la production d'un montant croissant de biens, à tel point que, pour la première fois, de mémoire d'homme, certains commencèrent à cultiver le rêve d'un monde sans pauvreté et fournisseur de prospérité pour tous.

Pendant le XIX siècle grandit une remarquable confiance dans un progrès sans fin, basé sur la démocratie politique et le progrès social, qui atteint son apogée par les révolutions de 1848 et l'Exposition Universelle de Londres en 1851.

Le capitalisme et ses contreparties, l'anarchie et le socialisme, étaient à leur apogée.

Entre-temps, l'état, surtout en Angleterre qui était le pays le plus avancé, resta au second plan.

L'ÉTAT DANS LES COULISSES

Pendant la majeure part du XIX siècle, l'état resta en aparté, au moins pour ce qui concernait la vie économique.

Même dans un pays étatocratique comme la France, l'état, témoin de l'exceptionnel développement économique des pays voisins comme l'Angleterre ou la Hollande, se vit contraint de relâcher son contrôle sur les individus.

L'état dut céder la place.

Voies ferrées, électricité, production et commerces furent développés et gérés par des individus et des compagnies.

L'action d'un état faible, faible en comparaison avec la force des autres pouvoirs, eut au même temps une influence bénéfique et de progrès visant à limiter la domination de ceux qui disposaient d'un pouvoir excessif.

Par exemple, en Angleterre, les inspecteurs de l'état qui rédigeaient les rapports sur les conditions de travail, commencèrent à promouvoir des interventions concernant les conditions sanitaires et hygiéniques et à soutenir la réduction de la journée de travail et l'éducation des enfants.

En plus de l'état, d'autres secteurs de la société et des entrepreneurs individuels intervinrent en s'exprimant et en s'élevant contre bon nombre des aspects les plus brutaux du capitalisme, surtout la domination de la machine sur les êtres humains.

Quelques-uns des aspects négatifs étaient l'héritage d'époques antérieures comme, par exemple, dans certaines activités, l'obligation de travailler des enfants dès l'âge de cinq ans, une pratique imposée par l'état mercantiliste en France et en Angleterre et faite respecter en imposant des amendes aux parents qui ne s'en tenaient pas aux injonctions.

Mais, nonobstant les déséquilibres sociaux, atroces cas d'exploitation et dures conditions de vie, les gens commencèrent à nourrir l'espoir d'amélioration étant donné que tout progressait et s'améliorait : la santé, l'éducation, l'alimentation, l'habitation, l'ensemble contribuant à allonger le cours de la vie.

En plus de cela, les personnes, en nombre toujours croissant, prenaient une part active à la vie sociale ; tout cela laissait présager, au travers de l'extension du droit de vote aux XIX et XX siècle, un développement ultérieur de la participation. Malheureusement, l'extension du droit de vote suggéra à de nouveaux patrons et paladins d'apparaître pour représenter les masses.

A ce point, le libre jeu et la concurrence d'intérêts qui avaient produit une réelle dynamique d'amélioration personnelle et sociale se déplaça progressivement vers le politique et trouva une pléthore de nouveaux acteurs prêts à personnifier différents rôles « publics » (c.-à-d. étatiques) comme le politicien, le bureaucrate, le juge, l'officier de l'armée, le gendarme.

L'état était en train de faire sa réapparition.

L'ÉTAT RENTRE EN SCÈNE

Le travail massif de destruction du passé et de construction du présent et de l'avenir aurait pu apporter un progrès sans fin si on fût capable de contrôler les aspects de dégénérescence (chauvinisme et protectionnisme) présents dans chaque réalité (capitalisme et socialisme inclus). Dommage, cela ne fût pas le cas.

Donc, après un bref interlude dans lequel l'état, demeuré ou tenu à l'écart, dut partager le pouvoir avec les autres pouvoirs émergeants du capitalisme ou du socialisme, celui-ci commença à réaffirmer sa suprématie comme dans le passé.

A cette fin, en premier lieu il commença à agir contre les pouvoirs qui étaient moins forts, comme l'église catholique ou structurellement faibles comme le mouvement anarchique.

L'église catholique, qui avait déjà été durement frappée par des expropriations et des restrictions dans toute l'Europe et spécialement en France, reçut un autre coup quand les décrets Ferry (1880) imposèrent à tous les ordres religieux de demander à l'état le permis d'exister, et virent l'expulsion des jésuites qui se refusèrent d'obéir. Ce fait sanctionna le bouleversement total de siècles de prééminence de l'église en faveur de la domination de l'état.

Le mouvement anarchiste, le plus libre, mais aussi le plus ingénu de tous les mouvements pour une société nouvelle, fut rapidement discrédité et détruit à l'aide d'infiltrations et de manipulations. La propagande de l'état réussit, auprès de personnes sans culture, à faire identifier le mot anarchie en synonyme de désordre et de chaos, comme si les anarchistes étaient tout court contre l'organisation et la régulation sociale et non pas simplement contre le contrôle et l'embri-gadement de la part de l'état.

Après cela, vint le temps de se débarrasser du capitalisme et du socialisme.

La tactique choisie fut de dominer le capitalisme et de diluer le socialisme, en utilisant autant le bâton que la carotte, excitant l'un contre l'autre jusqu'à ce que de nouveaux entrepreneurs capitalistes, pleins de rage et de préoccupation, fussent disposés à accepter des compromis avec de nouveaux chefs socialistes ambitieux et désireux de pouvoir, le tout sous le contrôle paternaliste de l'état.

Ce fut une admirable œuvre de cooptation, corruption et coercition.

Cela dura plusieurs décennies et reçut une poussée remarquable d'un phénomène nouveau qui allait unifier les masses et infecter autant le capitalisme que le socialisme : le nationalisme.

NATIONALISME

Au XIX siècle, pendant que le capitalisme dominait la scène mondiale et que le socialisme luttait pour garantir aux ouvriers une part plus grande et meilleure de la production croissante, un nouveau phénomène apparut sur la scène politique : la lutte pour la formation d'états nationaux (Allemagne, Grèce, Italie, Pologne).

Cette lutte pour l'identité nationale n'était pas, initialement, privée d'aspects progressifs, en tant que rébellion contre des pouvoirs oppresseurs externes, et conduisant à l'autodétermination des peuples. La lutte aurait pu maintenir son aspect progressiste si les nouvelles entités nationales avaient adopté la décentralisation fédéraliste et accepté la diversité culturelle (comme en Suisse) en annulant toute trace de chauvinisme et d'autoritarisme.

Par contre, au lieu du fédéralisme ce fut le centralisme qui s'installa et prit racine. Et avec lui l'attitude d'hégémonie nationale d'une culture sur les autres et qui considérait avec répugnance et mépris les langues et coutumes différentes.

Le nationalisme avait pris le dessus.

Avec l'affirmation du nationalisme en Europe, le capitalisme et le socialisme adoptèrent une attitude et un comportement toujours plus égoïstes et particularistes.

L'esprit de créativité originel, l'émulation pour le progrès et la lutte pour l'avancement des peuples à échelle mondiale étaient devenues choses du passé.

A leur place, sous les drapeaux des états nationaux, deux phénomènes trouvèrent rapidement une consolidation :

- le *bureaucratisme*

- le *monopolisme*.

BUREAUCRATISME

L'état, retourné à une position de prééminence et de domination, avait besoin d'une armée de servants pour assurer les nombreuses et nouvelles fonctions qu'il commençait à s'arroger en plus des fonctions traditionnelles qu'il occupait dans le passé et qu'il étendit et renforça : contributions, armée, police, prisons, écoles, justice, santé, transports, services postaux, contrôle général de l'industrie et du commerce, etc.

La base matérielle pour soutenir une si vaste armée de serviteurs de l'état fut rendue possible par l'existence parallèle d'entrepreneurs et de travailleurs à productivité croissante dans les secteurs agricole et industriel. En effet c'est uniquement l'activité dynamique de groupes productifs qui permit la formation et la consolidation de couches parasites.

Dans ce cas, le domaine du parasitisme pouvait être extrêmement vaste puisque les forces productives avaient notablement augmenté.

Une ultérieure nouveauté, par rapport à l'ancien régime dans la phase immédiatement précédant la révolution française, résidait dans le fait que maintenant (quasi) chaque citoyen pouvait devenir serviteur de l'état, sans que ne s'opposent des privilèges de naissance. Finalement, au travers de l'expansion vaste et continue de la bureaucratie étatique,

une existence parasitaire devint une possibilité pour de nombreuses personnes et non seulement pour la classe aristocratique.

En outre, l'élargissement de la bureaucratie n'était pas confiné dans l'état mais concernait également les organisations capitalistes et socialistes. Aussi dans ces conditions il était possible pour les individus brillants et ambitieux de grimper l'échelle sociale et de devenir contrôleurs et porte-paroles des masses.

La bureaucratisation de la société introduisit une dynamique dégénérée entre capitalisme et socialisme. Si la dynamique originelle avait continué à fonctionner sans être dérangée, comme par le passé, elle aurait sans doute conduit à une augmentation progressive du pouvoir d'achat des ouvriers et à une amélioration de leurs conditions de travail. En outre, une réduction progressive de la journée de travail se serait produite, comme par le passé.

Par contre, rien de cela n'arriva. A sa place il y eut augmentation de la consommation des servants de l'état ainsi que d'autres couches parasitaires aux dépens des forces productives.

Le bureaucratisme provoqua aussi une autre tumeur : le monopolisme.

MONOPOLISME

L'inclination naturelle de l'état est de monopoliser le pouvoir, pour le moins à l'intérieur d'un certain territoire, en général assez grand ; partager le pouvoir avec d'autres forces est quelque chose d'intrinsèquement antithétique et étranger à l'essence même de l'état.

En même temps, l'état national est terrain fertile pour la croissance de monopoles dans la sphère économique. Pour des raisons de pouvoir (vers l'extérieur) et de contrôle (vers l'intérieur), l'état national a favorisé la formation et la consolidation de monopoles et d'oligopoles au travers :

- du *clientélisme* : concession de droits exclusifs de production et de distribution à des entreprises nationales de propriété de l'état ou contrôlées par l'état ou serviles envers l'état ;

- du *protectionnisme* : l'isolement et la sauvegarde des entreprises nationales contre la concurrence étrangère. Au travers du protectionnisme, l'état est devenu le père, et le tarif de l'import la mère des monopoles.

Au travers du clientélisme et du protectionnisme, l'état non seulement a créé et renforcé les monopoles mais, astucieusement, s'est fourni une justification pour l'extension de ses interventions. En effet, en se faisant paladin, pour des motifs de propagande politique, de normes anti-

monopolistiques et de la propriété étatique de quelques ressources clé, l'état, père effectif des monopoles, a obtenu comme résultat brillant d'apparaître comme le protecteur de l'homme quelconque contre les grands affairistes, devenant cependant en même temps, sans trop le montrer, l'unique vrai monopoliste.

En tous cas, qu'elles soient propriété ou sous la supervision de l'état, celui-ci favorise les organisations qui se modèlent sur son exemple et il est plus enclin à traiter avec quelques grandes entreprises facilement identifiables et contrôlables plutôt qu'une myriade d'entités économiques petites et dynamiques. Ceci est historiquement vrai non seulement dans la sphère économique mais aussi et surtout dans la sphère politique et culturelle.

En fait, là où l'état s'impliqua de manière plus agressive et en même temps plus abominable, pour exercer son contrôle monopolistique et pousser vers l'homogénéisation totale, fut dans ses rapports avec les minorités ethniques, grandes et petites. Dans ce domaine, la furie criminelle de l'état centralisateur rejoignit la paranoïa allant jusqu'au génocide, comme dans le cas des Arméniens (1 million et demi tués par l'état turc au début du XX siècle) et l'extermination des Juifs (6 millions par le fait de l'état allemand).

Le monopolisme exigeait le bureaucratisme et celui-ci à son tour, renforçait le monopolisme.

Monopolisme est synonyme de centralisation et d'homogénéisation. Pour rejoindre ces objectifs, l'état employa non seulement la répression, mais encore et surtout l'endoctrinement et la manipulation.

Suivant l'exemple de la Prusse (1808), l'état s'octroya le monopole de l'instruction.

Comme d'habitude, des justifications progressistes ou semi-progressistes, en accord avec l'esprit du temps, encouragèrent les nouvelles mesures. Dans le cas spécifique de l'instruction scolaire, les partisans de l'intervention de l'état auraient eu quelques raisons valables si l'état s'était limité à un support et à une aide matérielle à l'instruction sans se mêler des contenus éducatifs. Mais le système d'instruction de l'état

signifia, dès le début, l'homogénéisation forcée des individus au travers d'un contrôle centralisé et un endoctrinement des esprits.

A une époque postérieure s'ajoutait le contrôle monopolistique des moyens de communication (par exemple la radio) pour répandre la propagande, filtrer l'information et faire taire l'opposition.

Cette manipulation allait devenir fort utile en vue de fournir chair à canon pour les futurs massacres promus par les états nationaux.

PARTIE II

PASSÉ / PRÉSENT

L'ÉTAT PREND LE CONTRÔLE

Contemporainement au nationalisme, deux denrées allaient toujours plus devenir l'alimentation de base des masses, cuisinés de diverses manières par l'état, plus que jamais en société avec le capitalisme et le socialisme dégénérés (c.-à-d., bureaucrates et monopolisateurs). Ces denrées étaient :

- la *haine raciale*

- la *haine des classes*

La lutte pour le pouvoir politique fut conduite par des groupes qui rivalisaient pour arracher le soutien des masses et qui, à cette fin, étaient prêts à susciter contre les "autres", les "différents", ceux qui appartenaient à une autre religion, culture, tradition, mode de vie, croyance politique, cette haine devint, en Europe, monnaie courante à la fin du XIX siècle.

Les Juifs, en général, furent le bouc émissaire, la cible facile pour dévier l'attention de crises ou méfaits de l'état. Depuis l'affaire Dreyfus en France jusqu'à la solution finale mise en œuvre par les national-socialistes, et aussi au-delà, durant le XX siècle, la haine de races et la haine de classes suscitées et promues par l'état, fusionnèrent pour créer un mélange intoxicant.

Ce mélange, basé sur le nationalisme comme ingrédient de base, a produit deux résultats principaux :

- *l'impérialisme*

- *le militarisme.*

Il faut attirer l'attention sur ces deux phénomènes (impérialisme et militarisme) car ils représentent le point de passage vers la disparition (totale) et du capitalisme et du socialisme et vers l'apparition de la peste (l'étatisme) qui a infecté les communautés et les individus à partir de la fin du XIX siècle et pour une bonne part du XX siècle. Cette période a été marquée par la domination des états nationaux et par les désastres et les destructions dont ceux-ci ont été les mandataires et les exécuteurs.

IMPÉRIALISME

L'impérialisme est le stade initial de l'étatisme.

Dans le passé, marchands et aventuriers, pèlerins et missionnaires, ont traversé les océans, mis pied sur des territoires inconnus ; des populations entières ont émigré et ont occupé des terres, se sont mélangées aux populations indigènes, se sont installées et ont colonisé de nouvelles régions.

Quand l'état mercantiliste a fait son apparition sur la scène mondiale, l'objectif de la colonisation fut de trouver des ressources et de s'emparer de l'or et l'argent, qui conduisaient à une croissance de la richesse et du pouvoir de l'état.

Cette politique de l'état fut connue sous le nom de colonialisme.

Pendant la période de développement du capitalisme (fin du XVIII jusqu'à la fin du XIX siècle) le colonialisme quasiment s'interrompt. L'état, le principal promoteur et support du colonialisme, n'était plus le centre du pouvoir ; en même temps, des pouvoirs nouveaux et dynamiques, représentés par des entrepreneurs et de commerçants du capitalisme florissant, étaient tous pris par la production et la commercialisation de biens et par l'invention et le perfectionnement d'instruments mécaniques.

La situation se modifia considérablement alors qu'en Europe s'installait un système d'états nationaux où le capitalisme avait mis sur pieds une machine productive tellement puissante qu'elle rendait possible l'entretien des couches parasitaires qui étaient en augmentation constante (la bureaucratie et ses appendices sociaux).

A ce point autant le colonialisme que les avant-postes et les dépôts sur lesquels se basait le commerce capitaliste, devinrent des réalités du passé et un nouveau phénomène fit son apparition : l'impérialisme.

La domination impérialiste fut construite, dans de nombreux cas sur la base des avant-postes commerciaux existants ; c'est une des raisons pour lesquelles le capitalisme a été associé et identifié à l'impérialisme. Mais l'impérialisme (domination politique) ne constituait pas nécessairement un résultat ni du capitalisme (profit économique) ni de l'exploitation économique pré-capitaliste. De fait, avant l'avènement du capitalisme, d'énormes bénéfices furent réalisés par le commerce des esclaves en se basant sur de petites stations commerciales éparses le long de la côte africaine du Sénégal, sans qu'il n'y eût pour les esclavagistes blancs, un besoin d'occuper un pays ou même d'y pénétrer.

Pour ce qui concerne le capitalisme, celui-ci était intéressé à produire et à commercer des biens, et non pas à occuper ou administrer des territoires. Il avait besoin d'avant-postes commerciaux, et pas d'un territoire, d'une capitale ou d'une bureaucratie.

La thèse qui veut que derrière chaque aventure impérialiste il y ait de fabuleux gains économiques, des richesses et des trésors indescriptibles, est tellement plausible qu'elle est (quasiment) acceptée universellement même quand elle est totalement niée par les faits. Clairement cette croyance a été commode à l'état quand il a dû trouver des justifications rationnelles pour ses folies de puissance. Mais, en réalité, l'impérialisme, dans son ensemble, a été une aventure extrêmement coûteuse qu'aucun capitaliste sensé n'aurait pris en considération ou réalisé si sa fortune personnelle avait été en jeu.

Uniquement le nationalisme étatique, en exploitant la puissance productive du capitalisme, pouvait produire l'impérialisme.

Mais l'aspect le plus notoire qu'il convient de rappeler est que, derrière l'impérialisme, en tant que promoteur et soutien, il y avait la masse croissante de la bureaucratie étatique et le rôle croissant joué par l'appareil militaire.

MILITARISME

La consolidation des états nationaux et leurs aventures impérialistes exigeaient des serviteurs non seulement avec un porte-plume (bureaucrates) mais aussi avec une épée (soldats).

Les dépenses militaires crurent considérablement entre la fin du XIX et le début du XX siècle. En Allemagne elles passèrent de 10 millions de livres anglaises en 1870 à 110 millions en 1914 (une croissance supérieure à 10 fois); en Grande Bretagne, pendant la même période, elles crurent de 23 à 76 millions de livres anglaises.

Avec la dépense s'accrut l'arrogance de la caste militaire, stimulée et renforcée par l'ambiguë folie de patriotisme, si respectable en apparence et si profondément pourri en profondeur.

En France tout cela apparaît bien visible dans le tragique et burlesque développement de l'affaire Dreyfus, avec la caste militaire assoiffée de sang, prête à mentir à chaque occasion, cherchant à tout prix de se mettre à l'abri.

En Allemagne l'attitude militariste des Prussiens, tenue en si grande estime dans toute l'Europe, était prête à impliquer d'autres états du continent dans le massacre de la guerre.

La première guerre mondiale n'éclata pas par hasard mais fut le résultat inévitable d'une croissance du militarisme alimentée par le nationalisme et l'impérialisme de chaque état.

La course au partage de l'Afrique représenta la phase de renforcement belliqueux de l'état national, la préparation préliminaire à la guerre totale.

Le coup de revolver à Sarajevo allait devenir le prétexte pour la fin du bref interlude du libéralisme et constituer la mèche pour des événements qui, à court terme, allaient conduire au dépassement définitif du capitalisme et du socialisme.

LA FIN DU CAPITALISME

La croissance conjointe du militarisme et du nationalisme contribua à guider le capitalisme vers la voie de la bureaucratisation et des pratiques monopolistiques.

A partir de l'Allemagne, le protectionnisme, affaibli sous le capitalisme mais jamais extirpé complètement, s'était de nouveau renforcé vers la fin du XIX siècle.

En effet, dès lors, le système capitaliste dans son ensemble n'était plus un système dynamique et progressiste comme il avait été qualifié autant par ses partisans que par ses adversaires. De nouveaux pouvoirs économiques (les trusts et les grandes entreprises) avaient énormément accru leur emprise sur l'économie alors qu'ils réduisaient au minimum les risques et les responsabilités (société à responsabilité limitée). Dans quelques cas, les monopoles et les cartels, favorisés par la résurgence du protectionnisme, s'étaient déjà joués du libre marché (la fameuse main invisible) ; dans d'autres cas, des industries vieilles et dépassées suppliaient de recevoir l'aide de l'état (financements, tarifs, etc.) dans la vieille tradition de l'économie politique mercantiliste.

Quand la première guerre mondiale éclata, l'état, presque partout, assumait le contrôle des voies ferrées, de la navigation maritime, des réserves d'or et de quelques matériaux stratégiques.

Après la guerre, l'état allemand contrôlait l'allocation et l'emploi de plus de 50 % du revenu national ; en Italie, en 1934, Mussolini pouvait se vanter du fait que 3/4 de l'économie se trouvait entre les mains de l'état.

Dans ces circonstances l'état se sentit prêt à contrôler et dominer non seulement l'économie mais la société tout entière. Et, soumis à une logique de nationalisme, protectionnisme et monopolisme, le capitalisme était désormais disposé à accepter une position subordonnée par rapport à l'état, à jouer, dans les années à venir, le rôle de l'idiot utile qu'on pouvait malmenager à chaque fois que les choses tournaient mal, la vache docile qu'on pouvait traire quelle qu'en fût la raison. Et ce rôle, le capitalisme l'accepta pour qu'on le laisse végéter, même sous une forme dégénérée.

L'imposition, par l'état, de politiques néo-mercantilistes basées sur le protectionnisme étrangla le commerce mondial et fut responsable des crises successives et de la longue dépression, toutes deux attribuées au fonctionnement du capitalisme. Pendant une longue période au cours de la première moitié du XX^e siècle, la production stagna ou crût fort lentement même en présence de besoins insatisfaits. Ce fut seulement pendant la seconde moitié du siècle, avec l'abolition de nombreux tarifs douaniers (1948 GATT, 1957 Marché Commun Européen) que les personnes commencèrent à jouir d'une hausse de leur niveau de vie. La contribution de l'état à la prospérité d'après-guerre est nulle, à moins qu'on ne veuille faire passer pour un mérite le fait que l'état réduisit sa présence asphyxiante et son contrôle ruineux sur le commerce "extérieur" (mais certainement pas sur les affaires à l'intérieur).

Que dans la première moitié du XX^e siècle, le capitalisme fut purgé et liquidé par l'état, apparaît de manière extrêmement claire et exemplaire dans le traitement réservé aux juifs. S'il y avait des individus qui représentaient pleinement l'esprit du capitalisme (internationalisme, libéralisme, calcul économique, etc.) c'étaient bien les juifs. Et le XX^e siècle, le siècle de l'étatisme, a vu la discrimination, la ghettoïsation et

l'extermination des communautés juifs par l'état dans divers pays d'Europe.

La fin du capitalisme et son remplacement par l'étatisme et sa politique néo-mercantiliste peut être datée en Europe du début de la première guerre mondiale. Depuis ce moment, l'Europe allait être dominée par un régime de protectionnisme et de dirigisme administré par les états nationaux.

LA FIN DU SOCIALISME

La montée du capitalisme et la multiplication des entreprises industrielles avait signifié une croissance considérable de la quantité d'ouvriers dans l'industrie.

Sur le front politique, l'extension du droit de vote représentait la possibilité pour les travailleurs d'élire leurs propres représentants au parlement national.

Pour améliorer les conditions de vie des masses de travailleurs, dans toute l'Europe se formèrent des partis socialistes (travaillistes, ouvriers) et des syndicats. Les partis et les délégués de partis, si d'une part ils introduisirent une discipline et une continuité dans la lutte pour l'émancipation ouvrière et pour l'amélioration de leurs conditions de vie, d'un autre côté il devinrent toujours plus des agents externes qui prirent le contrôle des masses et les manipulèrent à leurs propres fins (revenu, sécurité, pouvoir).

Une nouvelle bureaucratie émergea. La dynamique de son apparition ressembla à celle de la bureaucratie étatique : la production rendit possible l'alimentation de nouvelles couches parasitaires, dans ce cas, des couches qui provenaient de la classe ouvrière ou des partisans de la classe ouvrière. Les bureaucrates de parti devinrent les fabricants et

les médiateurs des conflits, en se substituant à l'action directe et au processus de l'auto-émancipation des travailleurs.

Le puissant parti social-démocrate allemand se modela sur l'armée prussienne et devint le modèle à suivre pour les autres partis socialistes européens.

Comme dans le cas du capitalisme, la fin du socialisme fut, avant tout, une débâcle morale qui détruisit l'esprit (le désir du socialisme) et n'en conserva que le cadavre (la bureaucratie de parti).

Nombreuses sont les pierres tombales qui jalonnent la mort du socialisme.

- 1919 : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht tués par la main de groupes paramilitaires (les *Freikorps*) avec la connivence du ministre de l'intérieur, le social-démocrate Noske.

- 1921 : répression sanglante de l'insurrection de Kronstadt de la part des communistes bolcheviques.

- 1936-1937 : diffamation et étouffement du mouvement anarchiste par les communistes pendant la guerre civile d'Espagne.

Ces pierres tombales marquèrent également des morts physiques. Mais rien n'a été plus représentatif de la fin du socialisme, à cause de sa dégénérescence interne, que le vote presque unanime des représentants parlementaires de la social-démocratie allemande en faveur des crédits de guerre (1914).

Après cette date, le terme « socialiste » (comme dans "parti socialiste") ne se rapportait déjà plus, en aucune façon, aux concepts de liberté, d'émancipation, d'internationalisme et de pacifisme, c.-à-d., les concepts de base du socialisme.

LA DISPARITION DÉFINITIVE

L'apogée de toute cette dynamique qui, à la fin, instaura la domination mondiale d'un nouveau système de pouvoir basé sur l'état, se réalisa un mardi, à la fin d'octobre de l'année 1929.

Le 29 octobre 1929, la bourse américaine croula et son écroulement compromit pour toujours la réputation du capitalisme comme système de régulation économique possible, capable de se soutenir sans règles imposées de l'extérieur. Après cet événement mémorable, le capitalisme se trouva totalement et irrévocablement mort, en théorie et en pratique.

La fabrication de cet événement et du sentiment anti-capitaliste qui en résulta fut un coup génial du gouvernement fédéral des États Unis d'Amérique.

A l'époque de ces événements, la parole "capital" indiquait plus des bouts de papier, fussent-ils des billets de banque ou des actions, que des machines productives ; et cela en dit long sur la transformation du terme "capital" et du monde datant de l'époque de Adam Smith. En réalité, le soi-disant "capitalisme" avait subi une transformation si grande (de l'industrie à la finance, du libre commerce au protectionnisme, du laisser-faire au dirigisme) qu'il aurait été bien plus approprié

(d'un point de vue théorique et pratique) d'affirmer qu'il était mort plutôt que modifié. Mais cette sincère déclaration de décès ne convenait ni à l'état, le nouveau patron occulte, ni aux gens en général qui encore rêvaient de liberté de commerce, de libre entreprise, d'équilibre dans les comptes économiques, réalités qui avaient disparu depuis longtemps ou qui, dans quelques pays, n'avaient même jamais existé.

Aux États Unis, du moins à partir de la guerre avec l'Espagne (1898) et de la présidence de Théodore Roosevelt, le gouvernement fédéral, c.-à-d. l'administration centrale de l'état, avait commencé à intervenir et à interférer dans la sphère économique des petites et grandes entreprises.

En 1913 la banque centrale (la *Federal Reserve*) avait été créée pour mettre fin à la soi-disant "anarchie" du capitalisme et offrir un remède contre les faillites des banques ; faillites dont le nombre atteignait 1748 dans l'espace de 20 ans.

Le protectionnisme montait. Le gouvernement des États Unis avait été hautement protectionniste depuis la fin de la Guerre Civile (1865) et successivement (1890) avec les dispositions tarifaires ultra protectionnistes de McKinley. La décennie qui vit le grand éboulement commença avec les tarifs protectionnistes du décret Fordney (1922) et se termina avec l'ultérieure augmentation des barrières douanières avec les dispositions tarifaires de Hawley-Smoot (1930).

Donc, le coup génial du gouvernement fédéral américain fut de détruire la liberté dans la production et le commerce au travers d'une série de contrôles et de restrictions, tout en reprochant au capitalisme, ou à ce qu'il en restait, d'abuser d'une liberté (dénommée sur un ton péjoratif "anarchie") dont il ne jouissait plus depuis bien longtemps.

La crise se produisit comme résultat de l'incompatibilité entre un état mercantiliste (c.-à-d. protectionniste) et une économie capitaliste (c.-à-d. de libre marché) en voie de disparition. Ce différent créa des déséquilibres qui furent attribués au fonctionnement d'un capitalisme sans règle et justifèrent encore plus d'interventionnisme étatique (néo-mercantilisme).

Que l'état ne fût pas la solution apparut bien clairement du fait que, pendant les 20 ans suivants de contrôle bancaire de la part de la

banque centrale américaine, les faillites augmentèrent jusqu'à atteindre la quantité effarante de 15.502 (une augmentation de 9 fois). Et ce fait conduisit à un développement des pouvoirs de la banque centrale et à une intervention de l'état plus vaste, connu sous le nom de *New Deal*. Moins la médecine étatique fonctionnait, plus on en prescrivait !

Nous pouvons indiquer le grand éboulement de 1929 et le *New Deal* successif comme les actes finaux du dépassement du capitalisme et de l'ascension de l'étatisme à une position de domination au niveau mondial.

DU CAPITALISME/SOCIALISME À L'ÉTATISME

La première guerre mondiale et ensuite les malaises et les excès, jusqu'au grand éboulement de 1929, furent les phénomènes visibles d'une crise gigantesque qui jeta le capitalisme et le socialisme, ou mieux, ce qui en restait, dans un état d'épuisement total, duquel ils n'allaient pas sortir vivants ni en Europe, ni autre part.

Inutile de dire que, comme des éléments du féodalisme survécurent au milieu du développement du capitalisme, ainsi des éléments du capitalisme et du socialisme (tous deux dans une forme dégénérée et mutilée) survécurent dans la période de domination de l'étatisme mais en position de subordination totale.

La fin du capitalisme et du socialisme est marquée par trois pertes :

- *la disparition du libéralisme* : la liberté fait place à l'assistanatisme (l'état-providence) et au protectionnisme (soumission, contrôles, restrictions).

- *la disparition de l'individualisme* : les individus cèdent le pas aux masses, aux partis et aux appareils bureaucratiques.

- *la disparition du rationalisme économique* : le calcul économique est remplacé par des considérations de pouvoir, de prestige et de clientélisme.

A côté de ces pertes déplorables, la seule chose qui survécut fut une puissante machine de production et un groupe discipliné de travailleurs industriels, produits du capitalisme et du socialisme. Ils étaient maintenant au service et à la disposition de l'état pour extraire des ressources et produire des instruments de guerre.

A dire vrai, autre chose survécut : les mots "capitalisme" et "socialisme" furent conservés pour désigner ce qui désormais n'était plus que des coquilles vides, prêtes à être remplies et utilisées dans la lutte politique à l'usage et à la convenance des canailles de l'étatisme. Sur cela une extrême clarté est nécessaire : le mot "capitalisme" en usage au XX siècle n'a rien à voir avec le phénomène historique de la libre entreprise qui se développa surtout au XIX siècle ; de même, le mot "socialisme" (ou "libéralisme") employé au XX siècle a subi une complète transformation de signification, par rapport au siècle précédent, au point de ne plus être utilisable historiquement comme instrument de connaissance.

Et donc, à la fin, de la disparition du capitalisme et du socialisme et du croisement incestueux des restes dégénérés des soi-disant capitalisme et socialisme, naquit l'étatisme.

ÉTATISME

(ORIGINE ET TYPOLOGIE)

L'état est le pouvoir constitué pour la préservation et la perpétuation des couches parasites et l'étatisme est le terme général qui s'applique à toutes les idéologies et aux réalités qui visent à répandre et à consolider ce pouvoir.

On peut faire remonter l'origine de l'étatisme à la première guerre mondiale et à l'incroyable expansion du rôle de l'état qui en résulta. Les guerres, comme l'affirme Randolph Bourne, sont la sauvegarde et le bien-être de l'état. Elles apportent, presque inévitablement, une situation dans laquelle les personnes sont prêtes à sacrifier leur liberté en échange de la sécurité. Et d'habitude elles se confient, pour se garantir un minimum de sécurité, justement à ceux qui plus que n'importe d'autre, l'ont compromise (l'état et surtout l'appareil militaire de l'état). Et l'état, en général, demande pour le rétablissement de la sécurité, que les personnes se taisent, obéissent, combattent et se fassent tuer à la guerre.

L'histoire a démontré de nombreuses fois, depuis ce coup de revolver de Sarajevo au début du XX siècle et jusqu'aux nombreux coups tirés à Sarajevo vers la fin du même siècle, que le silence et l'obéissance demandés ou imposés par l'état ont produit uniquement d'abomi-

nables tragédies dans lesquelles la sécurité et la liberté non seulement n'ont pas été assurées mais n'ont même pas survécu.

Le binôme "loi et ordre" qui est le signe distinctif de l'état et la vraie justification de son existence, est devenu synonyme d'oppression et de désordre. En effet, la prolifération de lois de l'état pour essayer de tenir chacun et chaque chose sous son contrôle, a produit le phénomène de "disnomie", c.-à-d. des lois qui provoquent le désordre matériel et moral.

Le terme "étatisme" s'applique à un système de pouvoir caractérisé par le contrôle et la domination (absolue ou relative) de l'état par rapport à chaque réalité et activité, avec la suppression ou la soumission de chaque corps intermédiaire ou antagoniste. Clairement, il n'y a aucune entité physique appelée "état" mais des bureaucrates de tout genre dans les différents secteurs (politique, administratif, judiciaire, militaire, financier, etc.) qui travaillent en plein accord à l'alimentation des couches parasitaires dont eux-mêmes sont le noyau central.

La vieille terminologie est restée en surface (par exemple : société capitaliste, lutte pour le socialisme) comme un rideau de fumée, une diversion utile pour les bureaucrates et qu'on peut employer dans des moments difficiles.

L'étatisme s'est manifesté sous trois formes et noms principaux :

- *socialisme/communisme*

- *fascisme/nazisme*

- *dirigisme/assistantialisme*

Comme déjà répété et remarqué plusieurs fois, les mots ne devraient pas tromper. Le "socialisme" dont il s'agit maintenant n'a rien à voir avec les idées élaborées et soutenues par des luttes, surtout dans la première moitié du XIX siècle. Le "socialisme" d'état auquel on se réfère ici montre de nombreux aspects communs et de nombreuses ressemblances avec le fascisme et le nazisme (c.-à-d. le national-socialisme). En effet de nombreux individus (Mussolini, Laval, Quisling, et d'autres) ont passé d'un mouvement à l'autre selon que cela fût plus

profitable à leurs ambitions de pouvoir. Également le terme assistantialisme (*welfare*) sous l'égide de l'état, n'a rien à voir avec le bien-être physique et mental d'individus et de communautés.

SOCIALISME/COMMUNISME

Le premier exemple clair d'étatisme se manifesta dans le pays le plus arriéré et absolutiste de l'Europe : la Russie.

La Russie, au début du XX siècle était une société féodale qui n'avait quasiment aucun aspect de capitalisme et absolument aucun de libéralisme.

De la même manière qu'en Angleterre l'existence de conditions de liberté avait créé des conditions favorables au développement de la révolution industrielle, ainsi en Russie, le manque de liberté et l'existence d'une vaste bureaucratie sous un despote absolu, représentèrent les conditions idéales pour la croissance de l'étatisme.

Avoir défini la révolution d'Octobre comme révolution socialiste a été le fruit d'une auto-duperie ou d'une mystification de la réalité. Rien, du point de vue théorique ou pratique, ne permettait de soutenir cette croyance à part une phraséologie socialiste. C'est trop peu pour ne pas en dire plus.

En effet, la révolution d'octobre a marqué seulement le passage du féodalisme au mercantilisme sous une nouvelle direction politique.

Pratiquement dès le début, cette révolution a favorisé et imposé les mêmes principes mercantilistes qui seront mis en vigueur dans les années à venir :

- *interventionnisme* : l'état promeut et contrôle l'industrie et le commerce ;

- *fiscalisme* : l'état vise à extraire le maximum de ressources par des taxations, jusqu'au point d'expropriations totales et d'élimination physique (comme dans le cas des *kulachi*) ;

- *hégémonisme* : l'état se bat pour une politique expansionniste et pour l'imposition de conditions d'échange inégaux (par exemple dans les rapports avec les autres nations ou avec les prétendus "pays frères", c.-à-d. des pays satellites ou subordonnés).

C'est ce mercantilisme qui fut salué et célébré comme socialisme par des intellectuels engoués ou trompeurs et accepté comme tel par des crédules ingénus ou pleins d'espérance.

Successivement, la tentative de l'état russe de moderniser l'économie au travers de plans de mécanisation et d'électrification, dirigés d'en haut pour développer pleinement l'étatisme, est présentée comme transition vers le communisme. A travers une propagande massive, ceci devint l'exemple à suivre pour un nombre croissant de travailleurs et d'intellectuels intéressés par la sécurité et la protection que l'état offrait à de larges masses, en échange d'une soumission totale.

L'expérience russe, pendant qu'elle fournissait des preuves ultérieures de la mort du socialisme, allait apprendre beaucoup à de nombreux chefs et dictateurs (surtout dans des pays arriérés) dans leur marche vers l'étatisme.

FASCISME/NAZISME

Comme la guerre conduisit la Russie à un soi-disant socialisme, ainsi la guerre apporta le fascisme et le national-socialisme en Italie et en Allemagne.

L'Italie avait une économie marquée par quelques zones capitalistes, surtout dans le Nord, alors qu'ailleurs fonctionnait encore un féodalisme dépassé.

Le fascisme trouva un terrain fertile dans le ressentiment de ceux qui, après la tragédie de la guerre, ne réussirent à trouver aucune place satisfaisante à l'intérieur des bases de pouvoirs existants (la bureaucratie étatique et la bureaucratie socialiste).

Tout avait déjà été accaparé. Il n'y avait plus de postes disponibles. Il fallait trouver un remède à travers la formation d'un nouveau mouvement : le fascisme et les faisceaux de combat.

Pour arriver au pouvoir et imposer leur dictature, les chefs fascistes étaient prêts à promettre tout à tous et firent ainsi en diverses occasions, comme dans le *Manifeste de San Sepolcro* (1919) : suppression de la monarchie, suffrage universel, lutte contre l'impérialisme, distribution de la terre aux paysans, contrôle ouvrier, etc. Promesses qui ne

valaient même pas le bout de papier sur lesquelles elles étaient signifiées. Une fois que le fascisme arriva au pouvoir, ce qui resta, au-delà des paroles creuses, fut la bureaucratie, la militarisation (la soi-disant "fascisation") et, pour finir, la désintégration d'une société tout entière.

L'Allemagne avait des entreprises capitalistes fort avancées et des entrepreneurs qui s'opposèrent au nazisme. Mais au même moment l'interférence étatique dans l'économie, à partir de la fin du XIX siècle, avait donné une forte impulsion aux cartels (monopoles et oligopoles) et aux banques contrôlées par l'état.

Il s'agissait donc d'un équilibre économique et social fort ambigu, qui se brisa alors que, dans une période de crise (la récession au début des années '30), les Allemands confièrent leur liberté à l'état et confièrent l'état au nazisme en espérant obtenir sécurité et protection.

Le nazisme était le mouvement qui, plus que tout autre, semblait capable de fournir une réponse à l'anxiété du peuple, du point de vue culturel et matériel. Une propagande savamment orchestrée, d'impressionnants rassemblements de masse, de grandioses manifestations du pouvoir, tout cela contribua au succès du nazisme. Successivement, une fois au pouvoir, une série de travaux publics promus par l'état (par exemple les *autobahnen*) et d'autres gigantesques investissements étatiques visant à donner du travail, furent le signe d'une nouvelle pensée économique et administrative de laquelle les intellectuels du *New Deal* s'en inspirèrent et sur laquelle Keynes basa ses recettes d'intervention de la part de l'état.

Le nazisme a été l'expression la plus claire, la plus avancée et aussi la plus horrible de l'étatisme dans tous les secteurs de la vie culturelle, politique et économique. Comme expérience sociale il rivalisa avec le communisme russe. En effet, Hitler et Staline peuvent être considérés comme les chefs de deux bandes criminelles, semblables sous tous les aspects, qui d'abord se partagent le butin (par exemple à travers le pacte Molotov - von Ribbentrop et le partage de la Pologne) mais ensuite sont destinés à se combattre pour le contrôle exclusif du territoire.

Le fascisme et le nazisme, tous deux des mouvements anti-capitalistes (anti-ploutocratiques dans leur terminologie) furent ceux qui surent le mieux représenter l'absolutisme et l'impérialisme propres à l'étatisme dans sa forme criminelle la plus extrême.

DIRIGISME/ASSISTANTIALISME

Pendant que le communisme (gauche) et le nazisme (droite) dominèrent les mentalités et les esprits dans la première moitié du XX siècle, le dirigisme et l'assistantialisme étatiques (centre) devinrent, dans les pays les plus avancés, les repères idéologiques de l'étatisme à partir de la seconde moitié du siècle.

Inutile de dire que gauche, droite, centre, sont des concepts idéologiques, c.-à-d. des armes aux mains de la lutte politique, dépourvus de toute valeur cognitive (scientifique) dans la mesure où ils servent à couvrir des politiques non seulement semblables, mais en de nombreux cas identiques.

Aux États Unis, le grand éboulement (provoqué par la banque centrale avec une politique de crédit facile suivie par une excessive restriction du crédit), et la dépression qui en suivit (soutenue par le gouvernement fédéral avec une politique de tarifs hauts qui suffoqua le commerce mondial) jetèrent de vastes masses de personnes dans une situation désespérée.

Toutes les conditions étaient présentes pour l'apparition d'une figure paternelle : Franklin Delano Roosevelt. Ses propositions baptisées *New*

Deal, précédées de peu par des mesures semblables de contrôle et d'intervention de l'état de la part du gouvernement national socialiste en Allemagne, allait placer l'état fédéral à contrôler et gérer de nombreux secteurs de la vie sociale.

Ce que le *New Deal* fit en termes psychologiques pour aider les gens à regagner la confiance est digne d'être noté, mais les résultats pratiques de la lutte contre le chômage furent totalement négligeables. En 1933 il y avait 12 millions de chômeurs ; en 1938, 5 ans après le début du *New Deal* et d'énormes dépenses de la part de l'état fédéral, les chômeurs se comptaient encore à 10 millions. A ce point, cependant, avec l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, le chômage, allait être résorbé au travers de l'engagement militaire et la production massive d'armes et Roosevelt allait émerger triomphalement sur la scène interne et internationale. La guerre rejoignit l'objectif qui avait échappé à l'état avec le *New Deal*, confirmant encore une fois que la guerre est le salut de l'état.

Cependant, la véritable reprise économique a eu lieu après la guerre ; à ce moment-là, l'État a réduit ses dépenses parasites et son ingérence bureaucratique, laissant les forces productives faire ce qu'il est normal qu'elles fassent en l'absence d'obstacles créés par l'État : employer des personnes et produire des biens et des services. Toutefois, au fil du temps, la production d'un arsenal d'armes et de professions liées à l'armée a fini par jouer un rôle de plus en plus important dans le soutien de l'économie (le complexe militaro-industriel).

En Angleterre la guerre eut le même effet d'étendre considérablement le pouvoir de l'état à réglementer la vie des citoyens. A un certain point, il fut tout à fait naturel que d'aucuns commençassent à prendre en considération l'idée que l'état devrait prendre soin de chacun et de chaque chose aussi après la guerre.

L'état-providence naquit ainsi d'une série de bonnes intentions promues par des personnes respectables et généreux.

Le résultat est que le dirigisme et l'assistentialisme étatiques ont conduit l'état à assumer le contrôle de la société dans son ensemble et à

dominer la vie des individus. L'état a rempli toujours plus, le rôle qu'occupait l'église au Moyen-Âge en le perfectionnant au point de devenir encore plus avide (taxes), encore plus envahissant (police secrète, comité pour les activités anti-américaines, etc.), encore plus paternaliste (prévoyance sociale) que l'église du passé, et en outre, avec une inscription obligatoire, du berceau au cercueil.

L'ÉTATISME COMME SYSTÈME MONDIAL

(XX SIÈCLE)

Pendant le XX siècle, l'étatisme a émergé et s'est affirmé partout dans le monde, même dans des pays arriérés, souvent plus comme mercantilisme que comme étatisme dans le sens plein du terme.

Toutes ces expériences d'étatisme ont été caractérisées, au moins initialement, par des aspects comme :

- l'apparition d'une figure paternelle, d'un sauveur
- une position anticapitaliste qui a été, en réalité, une attaque contre le libéralisme et l'individualisme.

A part les cas les plus connus d'étatisme représentés par des figures comme Mussolini (l'état corporatif), Hitler (l'état du peuple arien), Staline (l'état prolétaire), Roosevelt (l'état interventionniste), Beveridge (l'état providence), beaucoup d'autres figures historiques et d'expériences de l'étatisme ont fait leur apparition dans le monde.

En France, où l'état a généralement joué un rôle de premier plan, le Gaullisme et la V république réaffirmèrent et renforcèrent la domination de l'état dans une période de transition désordonnée après la décolonisation.

En Espagne et au Portugal, le franquisme et le salazarisme représentèrent une phase pré-capitaliste de l'état, encore baignée de colonialisme et de féodalisme.

En Argentine, un pays extrêmement riche après la deuxième guerre mondiale, le péronisme construisit et consolida son étatsisme en associant de vastes secteurs de la population dans la distribution et la consommation de toutes les ressources disponibles.

En Chine, le maoïsme devint la nouvelle religion officielle et Mao le prêtre suprême d'un état despotique et impérialiste. Ce fut lui qui promut la politique du « grand bond en avant » qui causa environ 30 millions de morts victimes de la faim et ce fut encore lui qui lança la désastreuse lutte pour le pouvoir, que l'on appela trompeusement « révolution culturelle ».

En Afrique, l'état et sa bureaucratie ont été l'héritage empoisonné des puissances européennes, un vrai fardeau pour les gens du lieu. En effet, ce n'est pas ce qui a été emporté, c.-à-d. les ressources naturelles dont l'Afrique est très riche, mais ce qui a été laissé, c.-à-d. les prodromes de l'étatsisme, qui ont représenté les vraies chaînes sur la voie de l'émancipation sociale et du développement économique. L'étatsisme africain a été, dans quelques cas, le résultat du mélange du nationalisme et du marxisme ; cela a permis à l'élite dirigeante de cacher sous une couche de vernis constituée par une phraséologie révolutionnaire l'expropriation de la liberté et des ressources du pays par les patrons de l'état et ses serviteurs (la bureaucratie, la police, l'armée)

Dans tous ces cas, l'état ne peut être considéré ni le « comité d'affaire de la bourgeoisie » ni le « saint patron » du prolétariat, mais comme une organisation bureaucratique, souvent criminelle, qui a sucé les richesses des classes productives et l'a adressée vers les couches parasitaires (cliques et sycophantes)

Et l'étatsisme est la période historique de domination étendue et profonde par cette entité que l'on appelle état, par rapport et au-dessus de tout autre organisation sociale et économique.

L'ÉTATISME: LES PILIERS DE BASE

(BELLICISME-ASSISTANTIALISME)

L'étatisme, comme il est apparu après la Seconde Guerre Mondiale, est basé sur deux pilastres principaux :

- *Bellicisme* (militarisme et autoritarisme) : l'armée et la police.

État et état de guerre sont deux faces de la même médaille. Un état qui n'est pas en train de se préparer à la guerre de manière continue ou qui n'est pas occupé dans des opérations de guerre à des intervalles réguliers, n'a aucune raison d'exister. Les fonctions de régulation sociale peuvent en fait être effectuées par d'autres organisations (supranationales et locales) plus adaptées à leur but. En l'absence de guerre guerroyante, des ennemis peuvent être créés et des peurs peuvent être fabriquées tout exprès. La guerre froide a été par exemple, une invention géniale de l'étatisme de la part de l'Union Soviétique et des États Unis. On ne veut pas nier le fait que des attitudes agressives et des comportements impérialistes étaient pratiqués couramment dans la période d'après-guerre ; elles n'ont cependant pas été le résultat du communisme ou du capitalisme, phénomènes disparus depuis longtemps et qui ne survivaient que en tant que mots chargés de facteurs émotifs, mais elles étaient la directe conséquence de l'étatisme. Sinon, on ne pourrait pas expliquer les dissensions à l'intérieur d'un même

camp idéologique comme les heurts entre la Chine et l'Union Soviétique ou la rivalité entre la France et les États Unis.

En réalité, la propagande au sujet de la menace communiste ou capitaliste, pendant qu'elle rendait les personnes incertaines et soumises, consentait à l'étatisme de s'embarquer, dans chaque pays, dans le plus vaste programme d'armement et de production de matériel de guerre jamais vu sur la face de la terre.

Deux raisons concouraient à ce déploiement et à cette ostentation de force militaire et d'instrument de guerre :

- accroître et consolider (avec ou sans l'usage de la force) la soumission à son propre camp, à l'intérieur et à l'extérieur ;
- assurer l'occupation de vastes masses de population. Ce dernier aspect nous conduit au deuxième pilier de l'étatisme.
- *Assistantialisme* (paternalisme et parasitisme) : les bureaucrates et la sous-classe

L'augmentation de la productivité au travers de l'introduction de moyens et des façons de produire toujours plus efficaces a conduit à une augmentation de la production. L'état est devenu, à une échelle gigantesque, le contrôleur et le distributeur de cette production massive. Et c'est ici que se trouve la ruse de l'étatisme. Avec l'introduction de l'assistantialisme étatique, il a donné vie à une version revue et ajournée de l'antique cargaison de "*panem et circenses*" à la plèbe romaine. Le but a été le même, c.-à-d. manipuler les masses et accaparer leur faveur. L'assistantialisme étatique est devenu la voie vers le consumérisme de masse, l'usage et l'abus de consommation de biens jusqu'au point où les sens deviennent obtus et l'esprit cesse de fonctionner. Le prolétariat a été remplacé par le « consommariat », une foule immense de personnes droguées par le consumérisme, prêtes à suivre n'importe quelle mode, dont le but de vie est d'ingurgiter n'importe quoi, à n'importe quel moment, dans n'importe quel endroit, et dont le drapeau proclame "plus on a, plus on est". Le sentiment originel de partage qui était à la base de l'aide, a conduit à la corruption à travers la consommation.

Le parasitisme assistantiel et les niveaux toujours plus élevés de la consommation ont agi aussi comme frein à la réduction du temps de travail quotidien, d'où une production croissante, en grande partie superflue, retombe sur les épaules d'un nombre relativement restreint de personnes productives alors qu'on pourrait développer uniquement des activités utiles et porteuses de vrai bien-être et les répartir entre tous.

Les deux groupes associés/antagonistes d'entrepreneurs et travailleurs qui jadis incarnaient la dynamique du capitalisme ont été remplacés par deux groupes qui se soutiennent et s'alimentent mutuellement, le distributeur et le perceuteur de l'assistentialisme étatique. Une augmentation du nombre de perceuteurs demande une augmentation du nombre de distributeurs. Donc, il s'agit d'une véritable manne pour tous les deux, tant que cela dure. L'assistentialisme est vraiment l'escroquerie la plus malhonnête et méprisable de l'étatisme qui conduit directement au mal être et aux méfaits d'une humanité ravagée.

Du berceau au cercueil ou mieux encore d'une innocence première à une mort morale : quelle œuvre diabolique de castration et de corruption accomplie au nom de l'aide et du partage !

L'ÉTATISME : LE SYSTÈME CULTUREL

L'étatisme n'a pas été un méchant stratagème perpétré par une petite minorité de personnes malveillantes aux dépens de la grande majorité de personnes honnêtes et respectables. Pas du tout.

L'étatisme a été le résultat (quasi) inévitable d'un long processus historique de transformations tumultueuses mises en branle par l'industrialisation, à la fin duquel, la volonté de pouvoir et la suppression des angoisses, le besoin de divinités terrestres et la recherche de sécurité, sont apparus et se sont mélangés à d'autres phénomènes et ont donné vie au Léviathan.

L'être humain du XX siècle, pareillement à celui qui sortit de la dissolution de l'Empire Romain, a été possédé par une terrible angoisse, celle d'être seul et sans défense. Dans le passé, l'église avait incarné la figure maternelle et paternelle dans les bras desquels l'âme humaine pouvait trouver consolation dans les moments de peur, jusqu'au moment où apparurent une nouvelle période de splendeur (la Renaissance) et de nouveaux individus plus actifs (les marchants).

Dans les temps modernes, le capitalisme, d'un côté proposant liberté et individualisme et de l'autre transformant les êtres humains en machines, eut l'effet de faire sombrer de vastes masses dans un état de

totale impuissance. C'est pourquoi les travailleurs de l'industrie sentirent un besoin si fort de se réunir en syndicats et partis.

Même beaucoup d'entrepreneurs capitalistes, se sentant menacés non seulement par les mouvements des travailleurs, mais aussi par la continue révolution des moyens et modes de production, s'unirent en associations et exercèrent des pressions pour la sauvegarde de leurs intérêts, en finançant des factions et des coalitions.

Tous ces organismes collectifs offrirent protection, assistance, identité sous la conduite de chefs résolus.

Quasi inévitablement ils prirent comme modèle le pouvoir organisé (l'état) et sous le contrôle de personnalités ambitieuses, ils furent plus intéressés à s'emparer d'une partie du pouvoir que d'en effacer la nature despotique.

La longue marche d'approche vers le pouvoir trouva son accomplissement au XX siècle quand, même des organisations qui avaient été fièrement antagonistes au pouvoir de l'état "bourgeois" (par exemple les partis socialistes) devinrent eux-mêmes état. Cela fut possible parce que les gens :

- troquèrent la liberté contre la sécurité ;
- abdiquèrent la responsabilité en déléguant les décisions à autres ;
- noyèrent l'individualité et le sens de la solitude dans un groupe grégaire avec le désir d'appartenir à une entité supérieure, fut-elle l'état ou le parti.

Pour ce qui regarde l'état, son rôle paternaliste et protecteur pendant le XX siècle fut plus évident dans la sphère économique et fut rendu possible par la puissante machine productive mise en marche en son temps par le capitalisme.

L'ÉTATISME : LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE

L'économie de l'étatisme se base sur trois piliers principaux.

- *Occupation*. La survie de l'étatisme et sa raison d'être consistent dans la création d'emploi. Alors que le capitalisme mettait l'accent sur le travail productif et porteur de profit, l'étatisme met l'occupation au centre, sans considérer son utilité ou la signification sociale de ce qu'on est chargé de faire. L'être occupé est important en soi, même si ce travail consiste à creuser et remplir les mêmes trous. Le besoin d'assurer l'occupation est au centre de la croissance de la bureaucratie et de nombreuses fonctions d'intermédiation et de régulation (avocats, comptables, consultants, etc.). Pendant le XX siècle la montée de l'étatisme a été continue et irrésistible surtout parce que toujours plus de personnes recevaient des moyens de subsistance de l'état (bureaucratie, armée, police), à travers l'état (notaires, avocats, conseillers commerciaux, etc.) ou pour œuvrer à l'avantage de l'état (employés du fisc). L'état les nourrissait et eux étaient dépendants de l'état. Sans l'état il n'y aurait eu aucune occupation, aucune sécurité, aucun avenir, rien. Celle était le sentiment et la conviction de nombreuses personnes.

Beaucoup de ces occupations n'étaient en rien un besoin physiologique pour le fonctionnement d'une société avancée, mais une nécessité pour le contrôle étatique (le bâton) et le paternalisme assistantiel (la carotte).

- *Consumérisme*. La disponibilité de ressources et de biens produits en quantités incroyables a rendu possible une orgie de consumérisme. Alors que le capitalisme fut caractérisé par la domination de la production, l'étatisme se caractérisa par la domination de la consommation. Pour l'état, le consumérisme est une façon de rejoindre contemporanément deux objectifs : d'une part il génère une impression d'obtus contentement dans la masse des consommateurs, d'autre part, à travers la taxation indirecte, il apporte silencieusement des ressources dans les caisses de l'état pour alimenter, à travers l'assistanatisme étatique, un ultérieur cycle élargi de consommation.

- *Taxes et Dettes*. Pour payer l'occupation parasitaire des bureaucrates, le chômage parasitaire des assistés et la consommation gigantesque des couches parasites, il est nécessaire de disposer d'énormes recettes. L'état a résolu le problème de trois façons :

- en imprimant des billets de banque : cela a causé l'inflation et ce n'est pas par hasard que la période de l'étatisme a été, historiquement, étroitement lié à des pressions inflationnistes constantes ;

- en empruntant de l'argent : cela a produit une accumulation énorme de dettes (à l'intérieur et à l'extérieur) qui sont l'héritage économique plus consistant de l'étatisme aux générations futures ;

- en arrachant des ressources : cela s'est produit au travers d'une taxation sans pitié qui a bloqué ou découragé les investissements et a freiné le développement social et économique. L'état n'est en rien intéressé à la production de biens utiles et durables mais à la taxation de produits même inutiles et éphémères.

Avec l'étatisme deux aspects sont devenus d'importance primordiale :

- *l'attribution d'un prix à chaque échange* : l'état est intéressé au prix de chaque chose plus qu'à sa valeur, pour la simple raison que, pour des raisons fiscales, le prix est tout et la valeur est rien.

- *l'exercice d'un contrôle sur chaque échange* : l'état attribue un tel poids au contrôle de chaque transaction (par exemple l'embauchage de travailleurs, la vente de biens) que n'importe quel échange qui n'a pas

la supervision de l'état est criminalisé et qualifié avec l'adjectif péjoratif de "noir" (travail en noir, marché noir).

L'économie de l'étatisme se base, en fait, totalement sur l'attribution d'un prix et l'exercice d'un contrôle dans le but de drainer les ressources des producteurs et les canaliser vers les couches et les occupations parasites, sous l'égide de l'état.

L'ÉTATISME : LE SYSTÈME POLITIQUE

Le système politique de l'étatisme se base sur une série de groupes organisés (partis, centres de pression, comités électoraux, mafias, etc.) dont le but est d'obtenir le pouvoir ou de mettre en position de pouvoir des personnes complaisantes.

Le but capitaliste du profit à travers la production de biens a été remplacé, sous l'étatisme, par la recherche du pouvoir et du prestige à travers la manipulation et le clientélisme.

Dans les pays dans lesquels on a introduit le suffrage universel, chacun, en théorie, peut être élu ou bien aider à élire quelqu'un aux sommets les plus hauts du pouvoir. Ceci constitue le fort appel de l'étatisme basé sur la démocratie représentative.

Autant dans l'étatisme démocratique que dans l'étatisme autocratique, comme dans tout système de pouvoir délégué ou usurpé, l'objectif principal, une fois que le sommet a été atteint, est d'y rester le plus longtemps possible, en employant envers les masses un mélange de bienveillance et de brutalité, de charité et de cruauté, de tendresse et de terreur, en doses mesurées et appropriées.

Pour se maintenir au pouvoir tous les moyens sont bons. Les principaux sont :

- Falsification-mystification de la réalité

La principale (inévitabile) mystification est celle de faire passer les intérêts particuliers comme intérêts généraux et de discréditer les adversaires politiques (quand ceux-ci ne sont pas éliminés physiquement et pratiquement réduits au silence) avec toute sorte d'arguments captieux ou de mensonges inventés. Les diffamations plausibles prennent la place des faits réels. Bref, ce qui devient la pratique courante dans la vie politique ne serait admissible dans aucune activité productive continue dans laquelle la confiance réciproque et la coopération sont des conditions de base essentielles.

- Corruption-manipulation des personnes

La mystification des intérêts particuliers présentés comme intérêts généraux est accomplie principalement en corrompant de larges parts de l'électorat à travers une allocation avantageuse des ressources accaparées par l'état. Cet achat des accords se fait à travers :

- l'engagement d'une armée de serviteurs de l'état. L'étatisme moderne a mis de côté la pratique de l'ancien régime de limiter à un petit nombre de privilégiés de naissance l'exercice des charges de l'état. Il a ouvert grand les portes et a créé une vaste armée de bureaucrates provenant de toutes les couches sociales.

- l'entretien d'un grand nombre de personnes dépendantes de la bienfaisance étatique qui toujours plus se confient au "grand frère" état. Cette dissipation de l'argent public a permis d'attirer de la part de l'étatisme des secteurs de la production qui trouvent ainsi, dans les groupes d'assistés, un marché de masse, créé artificiellement, pour l'écoulement de leurs produits.

Bref, la main politiques de l'étatisme soutient la main économique et ensemble, utilisant avec art des mots comme "compassion", "occupation", "redistribution", ils jouent la carte de l'engagement moral en portant le masque de parents providentiels et bienveillants.

L'ÉTATISME : ASPECTS POSITIFS

Le fait que l'étatisme ait duré de nombreuses décennies, signifie que, dans de nombreuses situations et sous de nombreux aspects, il a représenté une réponse historiquement nécessaire aux besoins des gens.

Il faut aussi reconnaître que, dans les phases initiales, quand il n'était pas encore devenu un pouvoir monopolistique, l'état, à travers des organes centraux comme le parlement, a introduit des normes hautement progressives et dignes d'être notées comme la limitation de la journée de travail ou la protection des enfants.

En outre, les sommes allouées par l'état n'ont pas été toutes adressées à des emplois parasites ; dans quelques cas elles ont contribué à l'amélioration de vastes régions comme dans le cas de la vallée du Tennessee (USA) ou elles ont créé des conditions favorables au développement économique, comme dans l'expérience de Singapour.

Dans d'autres cas, l'état, ou mieux, des individus honnêtes et sages à l'intérieur de l'état, ont pris des mesures qui ont donné une certaine dignité aux exclus et ont élevé les conditions de vie des gens simples.

Même l'homogénéisation, quand elle a produit l'introduction de standards du comportement plus élevés ou la suppression de coutumes locales cruelles doit être considérée comme un aspect positif de l'état.

Dans de nombreux cas le changement se serait quand même produit avec le temps, à travers un processus d'imitation, mais cela ne veut pas dire qu'il faille passer sous silence le rôle positif d'accélérateur joué en certaines occasions par l'état.

En même temps, il faut reconnaître que, au fur et à mesure que l'état a accumulé du pouvoir et il est devenu un agent monopolisateur, les aspects négatifs ont crû de façon exponentielle ; ils ont maintenant atteint un point tel qu'ils fournissent assez d'arguments pour soutenir la nécessité de l'extinction de l'état comme pré-condition pour le développement futur des êtres humains et des communautés.

L'ÉTATISME : ASPECTS NÉGATIFS

Alors que les personnes favorables à l'étatisme pourraient énumérer d'autres aspects positifs, aucune liste complète de ceux-ci ne pourrait égaler la liste de profondes désolations et le nombre de tragédies dont l'étatisme est responsable, supérieur en horreur et dépravation à celui de n'importe quelle autre organisation ou phénomène au cours de l'histoire humaine. Seul un pâle euphémisme peut les décrire comme aspects négatifs de l'étatisme. On peut les classer en trois catégories :

- Assujettissement

L'étatisme a rendu les personnes dépendantes d'un pouvoir impersonnel, une conscience collective dominante devant laquelle la conscience morale de l'individu a abdiqué. Il a restreint la liberté de mouvement d'un lieu à un autre sans permis et contrôle de l'état (passeports, visas, permis spéciaux, etc.). Il a créé une sous classe de marionnettes sans vie, qui sont dans l'attente du chèque de l'assistance de l'état, de façon à noyer la futilité de leur vie en achetant des objets inutiles et superflus qui les rendent vivants alors qu'ils sont déjà morts dans leur corps et dans leur âme.

L'assujettissement des individus a été un appui essentiel à l'état, qui a annihilé le développement des personnes et des communautés. C'est

un fait que développement et étatismes sont des termes incompatibles dans la mesure où le développement est un processus interne de renforcement et d'autonomie, tandis que l'étatisme est une situation de contrôle et d'assujettissement.

- Désespoir

L'étatisme est responsable d'innombrables phénomènes de haine : racisme, antisémitisme, chauvinisme, nationalisme, ethnocentrisme, dans lesquels un groupe, devenu état, a créé pour d'autres groupes une condition de profond et indicible désespoir. La déportation et la destruction de communautés ethniques (les Peaux-rouges, les Arméniens, les Juifs, les Kurdes, les Tibétains, les Tutsis, et beaucoup d'autres) a été un des produits les plus révoltants et ignobles de la domination de l'étatisme.

En outre, il y eut le lavage mental des prétendus dissidents, la destruction physique d'individus, de n'importe quelle personne qui ne fut pas en accord ou soumis au pouvoir de l'état. La Ceka, le KGB, les SS, l'OVRA, les carabiniers, la gendarmerie, la préfecture, le comité pour les activités anti-américaines, la police, l'armée, et aussi le petit bureaucrate, tous ceux-là ont eu le pouvoir, dans des périodes, façons et grades divers, de rendre la vie des individus et des communautés libres, simplement misérables ou totalement insupportables.

- Mort

L'étatisme a été obsédé par le besoin de créer un arsenal de destruction qui eut son apogée avec la bombe atomique. Sous l'étatisme nous avons tous été, plusieurs fois, témoins de la destruction physique et de la mort spirituelle. Les atrocités commises par l'état pendant le XX^e siècle sont sans pareil en dimension et peuvent être comparées en brutalité mais pas en durée, à celles commises par les personnalités les plus déséquilibrées et dépravées.

Même l'Inquisition espagnole, la plus méprisable démonstration de pouvoir d'un secteur de l'Église catholique, qui a entraîné l'exécution de 3 000 à 5 000 personnes en l'espace de 350 ans (1478-1834), ne peut en aucun cas être confrontée le moins du monde avec les 6 millions de Juifs exterminés par l'étatisme nazi, les 10 millions liquidés par l'éta-

tisme stalinien, les 30 millions réduits à la faim par l'étatisme maoïste, et ceux-ci sont seulement un échantillon réduit de la furie homicide de l'état. En fait, pendant la période historique de la domination de l'étatisme, à peu près depuis 1870 (guerre franco-prussienne, destruction du mur de Porta Pia et invasion du règne pontifical de la part de l'état italien) à 1989 (chute du mur de Berlin et dissolution de l'étatisme communiste), les morts causés par l'état à travers les innombrables désastres, petits et grands, qu'il a provoqués (guerres, déportations, famines, etc.) dépassent le chiffre de 100 millions, une moyenne d'environ 1 million par année d'individus sacrifiés par et pour le Léviathan.

Regardant en rétrospective le XX siècle, l'horreur de l'étatisme est encore présent pour ceux qui veulent observer et se rappeler les chambres à gaz, les camps de concentration, le nettoyage ethnique, les massacres de masse, la fin de la liberté, l'annulation de la dignité humaine, les communautés détruites et démembrées, les fils qui dénoncent les parents, les amis qui trahissent leurs amis.

Sous le joug de l'étatisme trop de personnes ont vécu dans la peur et le danger d'une mort violente, et cela se passe encore parce que trop souvent l'état a rendu la vie des êtres humains et des communautés libres, misérable, horrible, brutale et brève.

PARTIE III

PRÉSENT / FUTUR

LA CRISE DE L'ÉTATISME

Vers la fin du XX siècle, l'étatisme est entré dans une crise terminale dont il semble qu'il ne puisse sortir. Ceci parce que l'état, en soi, son existence et sa survie, sont devenus le *Problème*, c.-à-d. *la source vraie de la majeure part des problèmes*. Et comme la solution d'un problème consiste à dépasser le problème lui-même en éliminant la source, ainsi la solution de la crise de l'étatisme consiste d'aller au-delà de l'étatisme à travers la progressive extinction de l'état.

Trop d'espoirs et de convictions concernant l'état par trop de personnes fascinées par l'état sont devenues trop coûteuses pour être maintenues plus encore. Le prix est trop élevé en termes de corruption morale, faillite matérielle et pure idiotie politique.

Examinons les principaux aspects de la crise que l'on peut classer en trois domaines :

- Crise morale
- Crise matérielle
- Crise politique

LA CRISE MORALE

Le signe plus évident de la crise morale de l'étatisme est son manque total de valeurs progressistes. Après l'effondrement de faux principes comme le sens de la patrie, l'orgueil racial, l'héroïsme militaire, ceux-ci ont été remplacés par d'autres messages mensongers condensés dans des mots attrayants du genre "l'intérêt public" ou le "bien collectif" qui sont des formules commodes pour masquer le saccage et le vol de la part des groupes parasites.

Rien ne constitue un meilleur exemple de la faillite morale de l'état que la substitution complète de la moralité par la légalité. Le fonctionnement de la société est considéré comme une mise en œuvre de toutes sortes de réglementations et de restrictions imposées par l'état et non comme la libre interaction d'êtres humains doués de moralité et de rationalité. Le résultat est que les états qui ont plus de contrôles et de dispositions de police sont aussi ceux qui présentent le plus grand désordre et mal être social. Comme le drogué voit dans la prise continue de drogues la solution à ses problèmes et ne veut pas reconnaître que la prétendue solution n'est rien d'autre que l'élargissement et l'approfondissement ultérieurs du problème, ainsi cela se passe pour l'étatisme quand il se fait chantre de toujours plus de réglementations et restrictions.

Un autre indicateur de la crise morale est de croire au pouvoir thaumaturge de l'argent. L'étatisme juge que l'argent peut résoudre n'importe quel problème qui dérive de n'importe quelle situation en tout temps et en tout lieu. Le résultat en a été la multiplication et l'intensification de problèmes moraux, avec la formation et l'insertion de puissants groupes mafieux et de petits criminels comme sous-section de l'état.

Sous la domination de l'étatisme, il semble qu'il n'y ait pas de limite à la folie juridique (les injustices de la soi-disant "justice") et au gaspillage d'argent (par exemple : la soustraction ou le mauvais usage des ressources financières), surtout quand l'avantage de puissants intérêts parasites est maquillé comme intérêt public général. Sous cet aspect, au moins, le capitalisme offrait une vision moins hypocrite et plus sincère quand il prétendait, à tort ou à raison, que l'intérêt particulier aurait agi finalement pour le bien de la collectivité. De façon plus rusée, l'étatisme, de manière trompeuse, fait passer les intérêts sectoriels ou strictement égoïstes comme intérêts publics généraux.

Mais la différence principale entre les deux est que, alors que le capitalisme était une période historique de progrès et d'avancement productif, l'étatisme est une phase historique caractérisée par le parasitisme, et d'aucune façon le parasitisme ne peut jamais être considéré comme intérêt public. En outre, alors que le capitalisme était attentif et économe dans l'usage des ressources, l'étatisme est dépensier et gaspilleur.

Et ce fait nous conduit au deuxième aspect de la crise : la crise matérielle.

LA CRISE MATÉRIELLE

L'étatisme a du succès auprès des masses parce que, dans des périodes de profonde misère et de doute (guerre, lutte, famine, chômage, etc.), souvent produites ou provoquées par l'état, l'état lui-même a fourni une sécurité fausse et éphémère ou a donné l'impression d'être la seule organisation capable de rétablir une situation de sécurité.

L'aspect principal de la garantie de sécurité a consisté dans la redistribution des ressources matérielles (biens) que des entrepreneurs, inventeurs et travailleurs ont généré précédemment au travers de la mécanisation puis de l'automatisation.

La redistribution des ressources a été le coup de génie de l'étatisme, mais elle pourrait aussi jouer un rôle déterminant dans sa fin. En fait elle a créé des attentes toujours plus grandes de la part d'un nombre toujours plus grand de personnes. Cela a multiplié le parasitisme et l'occupation parasitaire à un niveau jamais connu de mémoire d'homme. Au même moment elle a donné aux gens des raisons artificielles de se croire en train d'accomplir des travaux utiles, essentiels dans une société moderne ou en train d'occuper des rôles défendables dans une société de progrès.

Avocats, comptables, notaires, employés de l'état, assistés, etc., la majeure part de ceux-ci appartiennent à un magma fait d'illusions présentes et de probables désillusions futures. Ils font, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, partie d'une vaste bureaucratie ou, en d'autres termes, une énorme parasitocratie.

Pour alimenter et soutenir cette parasitocratie, les états, partout dans le monde, ont accumulé des dettes énormes qu'ils transmettront en héritage aux générations futures. Pour tenir la façade debout et éviter qu'elle ne s'écroule, les états se sont empressés de vendre des biens et des entreprises raflées ou monopolisées, et de lancer les jeux (loteries, tombolas et toutes sortes de concours avec des prix); ils poussent comme jamais au consumérisme, de façon à tenir ouvert le flux des recettes fiscales.

A n'importe quel être humain libre et raisonnable l'état apparaît, toujours plus, comme un racket tentaculaire basé sur l'extorsion et la fraude.

C'est un désastre matériel et moral.

L'échafaudage s'écroulera quand la perception d'une crise morale et matérielle sera encore plus palpable et compliquée par une crise politique ; la découverte, finalement, que le roi, non seulement est complètement nu, mais encore qu'il est flasque et difforme.

LA CRISE POLITIQUE

Le voile de fiction qui couvrait et soutenait la démocratie représentative est finalement tombé.

La démocratie parlementaire représentative devrait se définir de façon plus appropriée comme étatocratie manipulatrice totalitaire, vu que l'état est intervenu pour réglementer (ou a essayé de réglementer) n'importe quel aspect de la vie des personnes, y compris l'autorisation de boire des boissons alcooliques de la part de personnes adultes, et de pratiquer des rapports sexuels consensuels.

Quelle que soit la manière de transformer le système électoral, ce système n'est plus représentatif, à supposer qu'il n'ait jamais été par le passé, de la volonté de la majorité, confié à des délégués honnêtes et fiables, et traduit par ces derniers en réalités grâce à des mesures appropriées et bien étudiées.

En effet, même dans le passé, ce portrait idéal de la démocratie représentative ne correspondait pas à la réalité, du fait qu'une majorité de personnes élisait un groupe restreint et acceptait, de manière passive et sans interférences, d'être administrée par eux.

Maintenant on en est arrivé au point où une minorité de la population élit et délègue le tout à un cercle encore plus exigu de personnes. A ce

point, la vieille foi dans le processus électoral comme expression de la volonté de la majorité, apparaît non seulement comme fictif, mais comme une farce.

La confiance dans les consultations électorales s'est écroulée. L'urne des votes est devenue une urne vide.

La crise de la démocratie représentative est une crise de la politique "tout court", ou de la politique comme elle a agi pendant la période de l'étatisme, c.-à-d. faite de partis, courants, groupes de pression, tous occupés à vendre des votes, à vêtir des masques de complaisance, à produire des rideaux fumigènes, à fabriquer des mensonges, en manipulant l'esprit des gens, de manière continue et croissante, jusqu'à la nausée totale.

Et maintenant il y a une telle frustration et malaise dans la politique que quiconque se présente et semble dire quelque chose de nouveau, avec un ton de voix nouveau et une nouvelle attitude, réussit à attirer l'intérêt et à être suivi, du moins pour quelque temps.

Mais la voie de sortie de ce désordre total n'est plus (à compter qu'il ait jamais été) dans les prêcheurs ou les disciples de nouveaux Évangiles.

La voie de sortie réside, avant tout, dans un réveil personnel et dans la prise de conscience personnelle d'une nouvelle réalité et avec les semences d'un pouvoir naissant, de la part des individus. Cette nouvelle réalité est en train de germer et de croître.

LA NOUVELLE RÉALITÉ

La nouvelle réalité expose, dans de nombreuses façons subtiles mais substantielles, à tous ceux dont les yeux ne sont pas aveuglés par des intérêts constitués, la décadence et l'obsolescence de l'état.

L'état bat en retraite, partout, sur tous les fronts. Comme producteur de services essentiels en régime de monopole, l'état a dû abandonner son rôle au milieu d'une masse énorme de dettes fruit d'une gestion incompétente. Comme distributeur paternaliste de ressources publiques, l'état marche vers la banqueroute, car la croissance des ressources n'égale pas la croissance de la part des expectatives et des exigences. Comme contrôleur de la vie des individus l'état est totalement impuissant à part dans les réalités culturelles pauvres et les sociétés technologiquement arriérées.

De nombreuses tâches et pouvoirs qui ont été des prérogatives de l'état national ont été assumés par des organisations internationales ou reconquises par des communautés locales.

L'état national est écrasé autant par le haut, (globalisme) que par le bas (localisme); il est en train d'être progressivement et finement émietté par l'action concomitante de ces deux puissantes mâchoires.

Certainement, l'état et les couches parasites qui y sont liées ne s'en iront pas tranquillement, sans opposer de résistance.

Les rentrées fiscales perdues dans un secteur seront balancées par un fiscalisme plus oppressif dans un autre secteur (par exemple en réduisant la taxation directe et en augmentant, même doublant, les taxes indirectes). La main droite reprend ce que la main gauche a perdu ou a dû céder.

La réalité présente de nombreuses faces. Par exemple, dans le cas du contrôle étatique, cette même année 1989 pendant laquelle on a vu s'écrouler le mur de Berlin et la dissolution des états policiers de l'Europe de l'Est, on a assisté au massacre de la place Tian'anmen à Pékin et au renforcement de la domination de l'état chinois. La même année a toutefois vu également l'entrée en scène du World Wide Web, qui a sonné le glas pour toute tentative future de contrôle de la communication ou de délimitation de frontières de la part de l'état.

Donc, même avec des hauts et des bas, cette entité toujours plus inutile et dangereuse qu'est devenue l'état, est en train de lutter en vain contre les nouvelles semences qui ont été plantées par la créativité et le courage des êtres humains dans le monde entier. Ces nouvelles semences sont en train de rendre l'état superflu et de précipiter le moment où celui-ci s'éteindra et ne sera plus qu'un souvenir d'époques passées.

LES NOUVELLES SEMENCES

Même pendant la période où l'étatisme était en phase croissante, de nouvelles semences étaient plantées qui à long terme allaient décréter sa fin.

Tout cela a un rapport, comme il arrive souvent dans l'histoire, avec le dépassement des frontières réelles ou artificielles. De nos jours, cela se produit avec une rapidité et une ampleur tout à fait remarquable.

Cet aller au-delà des frontières concerne trois aspects principaux qui sont en train de rapprocher les personnes en faisant tomber les barrières. Ces aspects se rapportent à :

- *exprimer* : les individus sont en liaison et en communication avec le monde entier de manière toujours plus libre, facile et économique ;
- *explorer* : les individus se meuvent partout dans le monde naviguant et voyageant matériellement et virtuellement ;
- *échanger* : les individus font des échanges au niveau mondial, donnant et recevant non seulement des biens matériels, mais aussi des idées et des expériences.

A travers cet exprimer / explorer / échanger universel, les êtres humains et les communautés dont ils font partie sont en train de se mouvoir

lentement au-delà des nations et des états territoriales, au fur et à mesure qu'ils deviennent toujours plus familiers avec les diverses cultures et les différents lieux et sociétés au travers desquelles ils passent, s'arrêtent, vivent, commercent, interagissent.

En effet, ce n'est pas l'exprimer / explorer / échanger en soi qui soit si important et digne d'être noté et pas non plus le fait que cela soit en train de se faire dans des proportions jamais vues, mais tout ce que cela peut et est déjà en train d'apporter, c.-à-d. le développement d'un nouveau paradigme théorique et pratique.

LE NOUVEAU PARADIGME

Une nouvelle réalité qui apparaît à la suite de la germination de nouvelles semences d'opportunités doit être accompagnée par l'apparition d'un nouveau paradigme, c.-à-d. par un nouveau mode de voir la réalité et d'en saisir les possibilités.

Ce nouveau paradigme conçoit le monde comme un ensemble composé de petites communautés connectées entre elles et qui coopèrent au lieu de blocs monolithiques séparés (les états nationaux territoriales) en lutte l'un avec l'autre.

Le nouveau paradigme se base sur les concepts de :

- *micro* : à travers la communication, l'espace se rétrécit et le temps s'abrège ; les personnes peuvent être virtuellement quasi partout (ubiquité) dans une fraction de temps (instantanéité). La miniaturisation des composants et la réduction des dimensions des instruments vont au même pas que l'augmentation du pouvoir et du champ d'action de l'être humain. Beaucoup d'individus ont déjà à leur disposition des appareils que même les riches ne possédaient pas il y a quelque temps.
- *pluri* : l'autonomie (*empowerment*) offerte par ces nouveaux instruments aux dimensions toujours plus réduites, et à des prix toujours plus bas, conduit à la multiplication des centres décisionnels, à la diffu-

sion de la connaissance et du pouvoir qui donne vie à une polyphonie de voix, dans un réseau mondial et universel.

- *continuum* : cet orchestre universel polyphonique peut être vu comme un réseau continu de communautés dans lesquels les sons (langues), les couleurs (corps), les goûts (attitudes), et d'autres aspects encore, s'unissent et se confondent comme dans un spectre gradué et varié. Pour cette raison, les entités qui composent un monde relié à un réseau de rapports ne doivent plus être vus comme dualités en opposition à l'intérieur des frontières séparatrices mais comme pluralités interconnectées et coopérantes entre elles dans un continuum sans frontières.

En bref, le monde est en train de devenir un réseau planétaire et polyphonique de micro-sociétés, une série ininterrompue de villages habités par des individus et des communautés cosmopolites, en rapport entre eux et ayant responsabilité de leur réalité.

LES NOUVELLES CONDITIONS REQUISES

Le passage de blocs, gros et monolithiques en conflit entre eux à un continuum de petites entités variées et polyphoniques, reliées entre elles, demande la mise en place de quelques conditions requises et leur continuel affinement.

Ces conditions peuvent être synthétisées comme :

- *variété* : comme les petites dimensions donne une impulsion à la pluralité, ainsi la pluralité promeut la variété. La variété de situations et d'entités remplace l'uniformité et accompagne l'exigence de versatilité.
- *versatilité* : signifie flexibilité et adaptabilité dans la réponse à des situations complexes et variées. Cela substitue la rigidité en s'accompagnant au besoin de rapidité.
- *rapidité* : c'est la promptitude d'intervention, spécialement quand il faut conjurer un désastre, éviter un dégât et remédier à une situation problématique sans être empêchés ou bloqués par un renvoi irresponsable ou par des procédures rituelles inutiles.

Ces conditions de variété/versatilité/rapidité n'ont pas été et ne peuvent pas être réalisées par l'étatisme à cause de sa façon de penser

et d'agir totalement bureaucratique, basé sur des principes antithétiques comme :

- uniformité au lieu de variété
- rigidité au lieu de versatilité
- ritualité au lieu de vitesse

Ces nouvelles conditions qui émergent d'un nouveau paradigme demandent et promeuvent un nouveau scénario.

LE NOUVEAU SCÉNARIO

Un déséquilibre est devenu toujours plus visible vers la fin du XX^e siècle. D'une part nous assistons à une croissance continue du pouvoir des individus d'exprimer / explorer / échanger de manière autonome et au niveau mondial, tandis que d'autre part ils sont encore sujets aux constrictions et aux liens imposés par les patrons de l'état et de la bureaucratie. Ce déséquilibre ne peut pas durer.

Un nouveau scénario est déjà en train d'apparaître.

Ce nouveau scénario favorise le développement de la :

- *dé-intermédiation* : l'accès et l'action directes remplacent l'intermédiaire et la délégation ;
- *dé-hiérarchisation* : les personnes qui produisent et agissent (les exécuteurs) disposent de toujours plus de connaissance et deviennent ceux qui prendront les décisions (les décideurs) ;
- *dé-massification* : la production de biens et services individualisés et personnalisés avance pas à pas au même temps que individus et communautés commencent à occuper les rôles centraux au lieu de masses et des classes ;

- *dé-concentration* : la circulation (de personnes, idées, services) devient possible sans coût supplémentaire et sans désavantage et déséconomie ;
- *dé-centralisation* : il n'y a plus de nœuds centraux en tant que le réseau, c.-à-d. le complexe des liaisons, devient plus important que n'importe quel point spécifique ;
- *dé-compartmentalisation* : les frontières artificielles reculent et enfin disparaissent ;
- *dé-monetisation* : les monnaies nationales sont remplacées par des unités électroniques de compensation.

Depuis quelque temps ces aspects du nouveau scénario font partie d'un déplacement du pouvoir qui est en train de se produire de façon souterraine.

Le résultat de ce déplacement est la **Polyarchie**.

LA POLYARCHIE

La Polyarchie est l'organisation / diffusion du pouvoir dans l'époque de la communication électronique universelle et de la régulation cybernétique diffuse.

Alors que le capitalisme se basait sur les machines (capital) et sur la production, l'étatisme sur l'emploi (travail) et le consumérisme, la Polyarchie se fonde sur les activités dans lesquelles les êtres humains, dotés de connaissance et de sagesse, interagissent avec des appareils riches en données et informations dans le but de promouvoir la liberté et le bien-être des individus et des communautés.

Le fait que la Polyarchie soutienne la liberté (libéralisme) contre les restrictions de la liberté (dirigisme), ne signifie pas qu'elle propose un retour au capitalisme ; et ceci pour de nombreuses raisons morales et historiques. Mais la raison la plus simple est que quelques-unes des composantes qui donnèrent vie au capitalisme (par exemple les instruments mécaniques) n'existent plus. En termes sociaux et technologiques nous sommes allés bien au-delà du capitalisme. Cela veut dire qu'une réalité matérielle mécanique a laissé la place à une réalité virtuelle électronique et le rôle central occupé jadis par le capital (stock de machines) a été occupé par les activités créatives (flux d'idées).

Comme l'étatisme a remplacé le capitalisme, ainsi la Polyarchie est en train de prendre la place de l'étatisme qui a été l'organisation / concentration du pouvoir typique d'un monde dominé par le gigantisme et par la force brute, avec à sa tête une bureaucratie qui étouffait la variété, abolissait la flexibilité et bien souvent, annulait n'importe quel rayon de rationalité.

La Polyarchie est l'organisation propre d'un monde cybernétique composé de :

- *noeuds* (individus et communautés) ;
- *réseaux* (toiles d'araignées de communication, coordination, coopération) ;
- *parcours* (multiplicité de modes de connexion et de formes d'expression).

Elle se base sur l'autonomie des individus et des communautés sur une échelle jamais atteint précédemment.

Alors que l'étatisme repose sur la division du pouvoir entre les élites, dans un centre, à l'intérieur de l'état, la Polyarchie signifie diffusion et multiplication des pouvoirs, entre individus et communautés, dans le monde entier, sans l'intervention de l'état.

De fait, la Polyarchie, en encourageant la diffusion toujours plus vaste et enracinée de la technologie (par exemple comme communication) et de la conscience (par exemple comme participation) défie l'idée même de centre et périphérie et certainement celle de sa cristallisation.

A travers la multiplication de centres, la Polyarchie vise à dépasser deux fractures sociales historiques :

- *la division centre-périphérie* (connue aussi comme division ville-campagne) : chaque communauté doit devenir un nœud actif (un centre) du réseau ;
- *la division dominant-dépendant* (connue aussi comme division manuel-intellectuel) : chaque individu doit devenir un protagoniste (un acteur) à plein titre dans la communauté et dans le réseau.

Quand et où des divisions de ce type survivent de façon autoritaire et cristallisée, alors cela signifiera qu'on se trouve encore devant la persistance de l'étatisme même s'il est masqué par une phraséologie de convenance.

Outre ce point essentiel représenté par la multiplication des centres, la Polyarchie se base sur des éléments spécifiques concernant les :

- *principes*
- *protagonistes*
- *processus*

PRINCIPES

La Polyarchie soutient les principes de base suivants :

- *autonomie* : individus et communautés devraient être libres de faire n'importe quelle chose qui ne soit pas expressément déclarée et vérifiée dommageable pour une autre communauté ou d'autres individus. Ceci en contraste avec l'étatisme en général et l'état autoritaire en particulier dans lequel, à travers une prolifération de prohibitions, restrictions et impositions, on avait atteint le point où tout ce qui n'était pas expressément permis était défendu.

- *équité* : alors que égalité pourrait signifier uniformité, équité vise à la loyauté entre les individus c.-à-d. à une façon d'agir raisonnablement, avec justice et honnêteté.

- *responsabilité* : l'assistentialisme étatique est mis de côté et substitué par des individus et des communautés qui prennent directement soin les uns des autres et s'aident réciproquement vers la maturation et l'autonomie au lieu d'être tenus et entretenus dans un état de continuelle dépendance. Écartant des cas exceptionnels, les rôles de ceux qui prennent soin et de ceux qui sont aidés ne sont pas assignés en permanence aux mêmes individus, comme c'est la règle sous l'étatisme bureaucratique, mais sont tour à tour exécutés par chacun.

La mise en pratique de ces principes de base demande la prolifération et la consolidation de protagonistes nouveaux et actifs en contraste avec de nombreuses figures distantes et indifférentes qui végètent dans l'étatisme.

PROTAGONISTES

La Polyarchie est l'œuvre de

- *individus cosmopolites polyvalents*
- *communautés multi-culturelles et multi-ethniques.*

Ces deux protagonistes donnent vie à une réalité dynamique faite d'un réseau de

- coopératives de production et de distribution ;
- agences civiques qui garantissent les services communs (par exemple la manutention des routes) et l'application de règles de base (par exemple, l'hygiène des aliments).

La distinction entre individus et communauté n'a rien à voir avec la vieille et fausse distinction entre privé et public qui prit origine en son temps comme contraste entre ceux qui étaient exclus de l'accès à des charges étatiques (les privés) et ceux à qui elles étaient garanties en tant que privilèges étatiques (les courtisans, les sycophantes, etc.).

Aussi la distinction entre national (indigène, local) et étranger (différent, étrange) perd toute importance juridique et devient privée de sens, au fur et à mesure que chacun recouvre la liberté de se mouvoir

partout, sans que subsistent des barrières imposées par l'état pour empêcher / restreindre le mouvement des personnes.

En fait, avec l'extinction de l'état et de sa bureaucratie, ces fausses distinctions et ces contrastes basés sur l'hostilité disparaissent et sont remplacés par l'interaction des individus et des communautés sur un continuum de connections : de l'individu en voie de développement jusqu'à l'individu pleinement développé, à de nombreux individus, à de petites communautés, à des communautés différentes, à une communauté mondiale composée d'un monde de communautés.

Ces interactions riches et variées entre protagonistes (individus, communautés) animent les processus dynamiques de la Polyarchie.

PROCESSUS

La Polyarchie se base sur des processus d'autorégulation multiples, à différents niveaux interconnectés.

Contrairement à l'étatisme qui se centrerait essentiellement sur des processus de décision du haut vers le bas, la Polyarchie repose sur des flux réticulaires (information, décision, action) dans lesquels il n'y a pas de centre visible ou de sommet reconnu et cristallisé.

Les différents niveaux hiérarchiques de l'étatisme doivent être mis de côté de façon à faire place au principe général d'autonomie (auto-administration). Ce principe affirme en toute simplicité que ceux qui sont intéressés à un règlement doivent être les mêmes qui sont concernés dans la formulation de celui-ci.

En outre, des entités polyarchiques, pareillement à des organismes biologiques, sont des entités en activité permanente qui ré-agissent en temps réel aux déséquilibres (à travers des *feed-back*) et comme organisations pensantes prévoient les problèmes et en anticipent, pour autant que cela soit possible, la solution (à travers des *feed-forward*).

La réalité présente des aspects si dynamiques que la pratique du délai propre de l'état, pour résoudre les problèmes après qu'ils se sont manifestés, à travers des mesures administratives ou législatives dont la

discussion, l'adoption et l'actualisation demande des années (si pas des décennies), apparaît toujours plus fille d'une époque révolue.

Maintenant l'appareil administratif sclérosé de l'état doit faire place aux processus cybernétiques de la Polyarchie. Ces processus consistent dans le développement de nœuds autonomes reliés par des réseaux robustes au travers de parcours rapides et flexibles dans lesquels la variété (des situations) s'accouple à la versatilité (des actions) et à la vélocité (des décisions).

La Polyarchie est un système organisateur approprié pour communiquer/coordonner/coopérer à l'époque de la société réticulaire, dans laquelle des principes moraux remplacent à nouveau des principaux imposés de l'extérieur et où les êtres humains ne sont plus des engrenages dans la machine de l'état, réduits à accomplir le même travail depuis des temps immémoriaux, mais protagonistes d'un nouveau chapitre enthousiasmant de l'histoire universelle.

CONSIDÉRATIONS FINALES

L'esprit dominant du XX siècle a été le mythe de l'état, le protecteur, le dispensateur, *l'alma mater* des masses dévorées par l'anxiété. L'anxiété a disparu et le mythe s'est effrité. Seul l'état survit mais par force d'inertie.

Nonobstant cela, une intense lutte doit encore être combattue entre l'état d'une part, et d'autre part les êtres humains et les communautés promotrices de la Polyarchie. La bureaucratie étatique essayera, jusqu'à la fin, de frapper et de bloquer l'autonomie avec toute sorte d'armes idéologiques, criant sa litanie contre l'individualisme, l'intérêt « privé », l'anarchie. Il s'agit du même vieux jeu : répandre la haine et la peur ; promouvoir et alimenter l'irresponsabilité et l'inconscience.

Il trouvera la même vieille clique : le communiste autoritaire, le libéral repent, le faux anarchiste, le syndicaliste fâché, le nationaliste dévot, tous sous des drapeaux respectables (l'anarchie, l'écologie, l'internationalisme, l'anti-autoritarisme). Sous ces drapeaux, ils chercheront à faire passer et à imposer l'habituel charge puante fait de monopolisme, protectionnisme, paternalisme, en un mot l'oppression de la part de l'état. Et comme d'habitude tout cela au nom de ceux qu'ils prétendent défendre (la classe ouvrière, les peuples des pays en voie de dévelop-

pement, etc.) mais qu'ils corrompent moralement et oppriment matériellement.

Les êtres humains et les communautés doivent être et devenir extrêmement conscients de ce rebus idéologique de façon à démasquer ce qu'il cache : l'arrogance, l'avidité et le vil parasitisme de l'état.

Nous devons construire un cheminement qui nous conduise en dehors de ce triangle sans issue élevé par des bureaucrates et politicards, des intellectuels serviles et dégénérés, de faux assistés corrompus. Nous devons mettre fin au parasitisme et à l'exploitation et les remplacer par la production et la coparticipation de chacun aux biens et aux services qui conduisent à un bien-être diffusé.

L'état national se décompose rapidement et nous pouvons percevoir la puanteur intense de sa pourriture dans les nombreux cas de tromperie, corruptions, appropriations indues, injustices et violence qui ont été et sont encore toujours, et toujours plus, pratique courante de ces énormes parasitocraties. Nous devons être fort attentifs à ce qui en prendra la place parce que les parasites sont très malins et savent trouver de nombreuses façons pour maintenir les personnes dans des positions subordonnées, moralement, mentalement et matériellement.

La dynamique patron-serf, égoïsme-altruisme, ne s'arrête jamais. L'entreprise d'émancipation et de libération est une entreprise sans fin.

Aussi la Polyarchie n'est pas la solution définitive. Elle représentera seulement une période de l'histoire. Universalisme et localisme peuvent changer de signification, en donnant vie à d'ultérieures dynamiques.

Peut-être la multiplication des centres ne sera pas suffisante et il y aura un passage de la **Polyarchie** à la **Panarchie**, quand chaque individu singulier, et chaque petite communauté volontaire aspireront à devenir toujours plus protagonistes, centres florissants en pleine autonomie.

L'histoire avance jusqu'à la fin des temps.

**Individus et Communautés du Monde entier
réveillez-vous, associez-vous et agissez**